



Assemblée générale

Soixante-seizième session

41^e séance plénière

Mercredi 1^{er} décembre 2021, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 39 de l'ordre du jour

Question de Palestine

Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (A/76/35)

Rapport du Secrétaire général (A/76/299)

Note du Secrétaire général (A/76/309)

Projet de résolution (A/76/L.14)

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Assemblée générale de me donner l'occasion de faire une déclaration dans le cadre des séances plénières d'aujourd'hui consacrées à la question de Palestine et à la situation au Moyen-Orient, deux points de l'ordre du jour qui sont étroitement liés. Plus d'une fois, nous avons pu constater la façon dont les retombées du conflit israélo-palestinien compromettent la stabilité de l'ensemble de la région.

Pour répéter ce que j'ai déjà dit, l'absence de progrès sur cette question, pourtant inscrite à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies depuis 1948, est décourageante. Ce qui est en jeu ici, c'est non seulement la paix et la sécurité de la région, mais aussi notre capacité de nous rassembler pour former une communauté mondiale et de régler les différends internationaux, conformément à la vision fondatrice de l'ONU. C'est pourquoi nous ne devons pas perdre espoir. Nous devons préserver la crédibilité de cette grande institution et encourager un dialogue et des échanges positifs entre

les parties concernées. Ces efforts doivent s'appuyer sur le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et les valeurs de la Charte des Nations Unies, et nous devons, tout au long du processus, joindre le geste à la parole.

Année après année, nous parlons de l'effroyable crise humanitaire en Palestine, en particulier dans la bande de Gaza, mais les mots ne suffisent pas. Ils ne peuvent compenser l'absence de conditions de vie décentes, les pénuries d'eau courante et d'électricité et l'absence de services d'assainissement de qualité dont souffrent des millions de Palestiniens. Si les mots peuvent exprimer la façon dont la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a exacerbé ces problèmes, ils ne peuvent en revanche pas les régler. Ils ne peuvent pas sauver le peuple palestinien qui souffre de décennies d'occupation, d'arrestations arbitraires et d'usage excessif de la force. Les mots ne peuvent reconstruire leurs maisons démolies ni mettre un terme à la prolifération des colonies de peuplement illégales sur leurs terres. Nous ne pourrions régler ces problèmes que si nous agissons pour les régler, en fournissant une aide humanitaire, en mettant fin au conflit et en défendant la dignité humaine des habitants de la région.

Il reste beaucoup à faire. Actuellement, plus de la moitié des 5 millions de Palestiniens de la région dépendent de l'aide. Quatre-vingt pour cent de la population de Gaza a un besoin urgent d'assistance et réclame à grands cris l'accès aux éléments de confort et services les plus essentiels. De même, les réfugiés palestiniens dispersés au Moyen-Orient ont désespérément

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



besoin de notre aide. Bien que je prenne volontiers acte de la reprise du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui fournit une aide humanitaire indispensable aux réfugiés palestiniens, je signale une fois de plus que ce financement n'est pas suffisant pour tenir jusqu'à la fin de l'année. L'UNRWA est financé presque intégralement par des contributions volontaires, et les besoins augmentent plus vite que l'aide financière. En conséquence, le budget-programme de l'UNRWA, qui appuie la prestation de services essentiels, est exécuté avec un important déficit. Comme je l'ai déjà dit, de nombreux services aux réfugiés, notamment l'éducation des filles, les campagnes de vaccination et l'aide humanitaire, sont menacés. Unissons-nous et faisons en sorte que les ressources financières soient suffisantes pour répondre aux besoins humanitaires des Palestiniens.

La chose la plus importante que nous puissions faire, c'est mettre un terme à ce conflit en contribuant à la concrétisation de la solution des deux États sur la base des frontières d'avant 1967. Comme le prévoit la résolution 181 (II), la solution des deux États reste la seule voie qui permettra aux Palestiniens et aux Israéliens de réaliser leurs aspirations légitimes et de vivre côte à côte dans la paix et la sécurité, sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem pour capitale des deux États. Cela fait aujourd'hui 74 ans que l'Assemblée a adopté cette résolution, qui a jeté les bases juridiques de la création de l'État d'Israël et d'un État de Palestine pour le peuple palestinien. Cependant, nous n'avons pas pu, à ce jour, créer un État pour le peuple palestinien conformément au droit international. Pour y remédier, il faut un processus politique multilatéral permettant de parvenir à une solution juste et pacifique, fondée sur le droit international et les résolutions pertinentes des organes de l'ONU. Nous devons continuer de faire pression pour un retour à des négociations constructives entre les parties afin de régler les questions complexes qui se posent. La colère et l'amertume continueront de croître tant que le peuple palestinien sera privé d'un État, tant que des colonies de peuplement illégales continueront d'être construites sur des terres qui lui reviennent à juste titre et tant que des familles seront contraintes de fuir la violence et les injustices dont elles sont victimes et ne pourront pas rentrer chez elles. Tout cela contribue à un cycle de violence qui dure depuis bien trop longtemps.

Rassemblons-nous tous en tant que communauté internationale et réaffirmons notre détermination à protéger les droits du peuple palestinien. Accordons-lui ce qu'il réclame à juste titre depuis si longtemps :

la dignité, un État et le respect. C'est de cette manière que nous pourrons régler le conflit et garantir la paix au Moyen-Orient.

Je donne maintenant la parole à M. Neville Melvin Gertze, de la Namibie, en sa qualité de Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, qui va présenter le projet de résolution A/76/L.14 et le rapport du Comité (A/76/35).

M. Gertze (Namibie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier personnellement, Monsieur le Président, ainsi que toutes les délégations, d'avoir participé activement à la récente réunion spéciale du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien tenue le 29 novembre à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404). Les déclarations de soutien que nous avons reçues témoignent de manière éloquente de l'attachement de la communauté internationale à défendre les droits du peuple palestinien, à soutenir l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à rejeter toute action unilatérale, y compris les activités illégales de colonisation israélienne, qui entraverait la solution des deux États, seule façon de bâtir un avenir de paix, de justice, de sécurité et de dignité pour les Palestiniens comme pour les Israéliens. Le Comité continuera de plaider en faveur de ces droits et du consensus international les concernant, en coopération avec les États Membres, les organisations régionales et internationales et la société civile.

C'est un honneur pour moi, en ma qualité de Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, de présenter le rapport annuel du Comité (A/76/35). Le rapport se concentre sur l'exécution par le Comité de son programme de travail, ainsi que sur les faits survenus entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 août dernier concernant la question de Palestine.

Le rapport est organisé en sept chapitres. Les chapitres I et II contiennent une introduction et un bref aperçu des faits nouveaux intervenus sur le plan politique qui ont servi de base à l'évolution du programme de travail et de l'action du Comité au cours de la période considérée. Les chapitres III et IV décrivent le mandat confié au Comité par l'Assemblée générale et comprennent des informations sur l'organisation des travaux du Comité pendant l'année. Le chapitre V met en avant les travaux du Comité, ainsi que les activités menées en son nom par la Division des droits des Palestiniens au titre de quatre grands aspects de

son mandat : la mobilisation du corps diplomatique, la sensibilisation, la coopération avec les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les entités des Nations Unies, et le renforcement des capacités. Le chapitre VI rend compte des activités du programme d'information spécial du Département de la communication globale sur la question de Palestine. Le septième et dernier chapitre contient les conclusions et recommandations formulées par le Comité à l'attention de l'Assemblée générale et des autres acteurs compétents, y compris ce qui suit.

Le Comité demande tout d'abord à Israël, Puissance occupante, de mettre un terme à l'annexion rampante de certaines parties de la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, qui a pour effet de morceler le territoire palestinien et de fragiliser un peu plus la viabilité physique de la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967, Jérusalem-Est étant érigée au rang de capitale de l'État de Palestine, conformément au droit international, aux résolutions de l'ONU sur la question, aux paramètres convenus au niveau international, aux principes de Madrid et à l'Initiative de paix arabe.

Le Comité déplore l'usage excessif, disproportionné et aveugle de la force par les forces de sécurité israéliennes contre les civils palestiniens, notamment pendant les manifestations qui ont eu lieu dans la bande de Gaza en 2018 et 2019, ainsi que pendant les 11 jours de conflit en mai dernier. Le Comité demande à la communauté internationale d'opter pour une approche non plus humanitaire, mais soucieuse des droits humains, afin d'améliorer le sort du peuple palestinien, et exige d'Israël qu'il mette fin au blocus aérien, terrestre et maritime de Gaza instauré il y a 14 ans et qu'il lève tous les bouclages en application de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

Le Comité exhorte les États Membres et l'Organisation à demander à Israël, Puissance occupante, de respecter les obligations que lui impose le droit international en matière de protection des civils. Dans le droit fil du rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution ES-10/20 (A/ES-10/794), le Comité souligne la nécessité de mettre en place un mécanisme de protection internationale qui permette de garantir de façon crédible la sécurité et le bien-être des civils palestiniens.

Le Comité se déclare profondément alarmé par la multiplication des provocations et incitations à la violence perpétrées notamment par les forces de sécurité israéliennes dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, notamment Jérusalem-Est occupée.

Le Comité rappelle à Israël et aux militants palestiniens que les attaques aveugles et disproportionnées et l'absence de distinction faite entre les biens militaires et de caractère civil, ainsi que leur utilisation, constituent des violations manifestes du droit international humanitaire et sont susceptibles de constituer des crimes de guerre.

Le Comité regrette que les élections parlementaires et présidentielle dans l'État de Palestine aient été reportées et souligne que ces élections démocratiques sont un facteur indispensable à la pleine réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. À cet égard, le Comité exhorte les dirigeants palestiniens à annoncer de nouvelles dates pour la tenue des élections et demande instamment au Conseil de sécurité de veiller à ce qu'Israël garantisse l'organisation d'élections palestiniennes démocratiques dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Appuyant la position ferme du Secrétaire général sur la question de Palestine, le Comité l'invite à continuer d'exercer ses bons offices et d'offrir ses services de médiation, notamment auprès de toutes les parties ayant une influence pour qu'elles agissent de toute urgence pour désamorcer la situation explosive actuelle et progresser vers un règlement pacifique du conflit. Le Comité prie instamment le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de veiller à l'application des paramètres pour la paix énoncés de longue date dans les résolutions des organes de l'ONU sur la question, notamment la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et la résolution 74/11 (2019).

Le Comité prie le Secrétaire général de continuer à présenter au Conseil des rapports écrits sur l'application de la résolution 2334 (2016) et, conformément au paragraphe 12 de la résolution, d'y faire figurer des informations sur la mise en œuvre de cette disposition par les États Membres. En application du paragraphe 11 de la résolution, le Comité exhorte également le Conseil à examiner les moyens concrets de faire pleinement appliquer ses résolutions sur la question, y compris le recours à des sanctions contre les États et les entités privées qui violent les résolutions qu'il a adoptées.

Le Comité exhorte en outre le Conseil de sécurité et le Quatuor pour le Moyen-Orient à relancer le processus de paix tombé dans l'impasse, le but étant que reprennent des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement juste et pacifique du conflit israélo-palestinien. Le Comité entend continuer de mobiliser la communauté internationale pour amener Israël à renoncer à son plan d'annexion et de s'employer à contribuer à la concrétisation

de la solution des deux États, sur la base des frontières d'avant 1967. Le Comité juge également encourageantes les nombreuses déclarations faites par des membres de la communauté internationale, y compris du monde arabe et de la société civile internationale, en faveur du respect de la légalité internationale.

Tout règlement global du conflit exige une approche régionale, telle que celle proposée par l'Initiative de paix arabe. Le Comité demande aux organisations régionales comme l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique (OCI), de jouer un rôle politique plus actif en vue d'amener les parties à cesser les hostilités.

Le Comité invite les donateurs internationaux à honorer sans retard tous les engagements qu'ils ont pris en vue d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire, le processus de reconstruction et la reprise économique, condition indispensable pour atténuer la détresse des Palestiniens, en particulier des femmes et des enfants, qui se heurtent à des difficultés supplémentaires, notamment propres à leur sexe, qui nécessitent des mesures ciblées. Il souligne qu'il est urgent d'assurer un financement suffisant et prévisible à l'UNRWA afin qu'il fournisse aux réfugiés de Palestine une aide vitale dans le domaine humanitaire et en matière de développement. Le Comité souligne qu'il importe qu'Israël reconnaisse la Nakba et ses répercussions sur le peuple palestinien comme préalable à une paix viable et durable. Les réfugiés palestiniens devraient être considérés comme des nationaux privés de leur pays, l'État de Palestine, et non comme des réfugiés apatrides. Le Comité plaide vigoureusement pour le droit de retour et une indemnisation juste des réfugiés palestiniens, comme le prévoit le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.

Le Comité estime que les décisions unilatérales prises par des États Membres de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y transférer leurs ambassades depuis Tel-Aviv sont nulles et non avenues, car elles violent plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 476 (1980) et 478 (1980). Il demande à ces États de revenir sur leurs décisions et réaffirme que le statu quo historique régissant les Lieux saints de Jérusalem doit être respecté et qu'il incombe collectivement à la communauté internationale de préserver le caractère juridique, démographique, historique, multiculturel et multiconfessionnel et le statut de la ville.

Le Comité insiste par ailleurs sur le fait qu'il incombe aux États, aux entités privées et aux entreprises

d'éviter de contribuer aux graves violations des droits humains des Palestiniens par Israël par le biais des colonies de peuplement se trouvant dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Il salue l'action menée par les gouvernements, les parlementaires et les acteurs de la société civile pour sanctionner la fourniture d'un tel appui, y compris économique, aux colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé.

À l'heure où la communauté internationale redouble d'efforts pour relancer des négociations véritables dans le cadre d'un processus de paix crédible sur la base des paramètres approuvés de longue date par la communauté internationale en vue d'un règlement juste, le Comité s'engage à poursuivre ses contacts avec les principales parties prenantes ayant une influence sur la question de Palestine et à offrir son soutien aux initiatives engagées, notamment par le Quatuor pour le Moyen-Orient, en vue de l'organisation d'une conférence internationale de paix devant aboutir à une solution des deux États, comme indiqué dans la déclaration des envoyés du Quatuor en date du 23 mars de cette année.

Le Comité entend continuer de travailler en étroite collaboration avec les autres acteurs et entités des Nations Unies, dont le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et l'UNRWA, afin de créer des synergies entre les efforts engagés dans les domaines d'intérêt commun et de s'acquitter de la responsabilité permanente dont l'Organisation est investie vis-à-vis de la question de Palestine jusqu'à ce que cette dernière soit réglée équitablement sous tous ses aspects de façon satisfaisante et en conformité avec le droit international. Il tient à exprimer sa profonde gratitude à l'OCI et à ses autres partenaires pour leurs contributions extrabudgétaires et leur participation active à ses conférences et manifestations.

Le Comité salue la contribution de la Division des droits des Palestiniens à l'exécution de son mandat et souligne l'importance croissante que revêt la coopération entre les pays en développement et les organisations régionales et sous-régionales, dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, pour mettre en commun des données d'expérience transposables en matière d'accession à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Comité entend continuer à promouvoir l'inclusion et une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans toutes ses activités, notamment dans le cadre du programme de renforcement des capacités destiné aux fonctionnaires de l'État de Palestine.

Je voudrais maintenant présenter le projet de résolution A/76/L.14, intitulé « Règlement pacifique de la question de Palestine », qui a fait l'objet de consultations avec les groupes régionaux et a été approuvé à l'unanimité par le Comité. Dans son paragraphe 13, il demande à tous les États, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité,

« a) de ne reconnaître aucune modification du tracé des frontières d'avant 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties par la voie de négociations... ; b) de faire une distinction, dans leurs échanges en la matière, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967 ; c) de ne pas prêter aide ou assistance à des activités d'implantation illégales, notamment de ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement dans les territoires occupés... ; et d) de... faire respecter... le droit international..., y compris par des mesures de responsabilisation, conformément au droit international ».

Le Comité espère que ces dispositions et les autres qui figurent dans le texte recueilleront l'appui écrasant de l'Assemblée et demande à tous les États Membres de voter pour le projet de résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'État observateur de Palestine.

M. Mansour (Palestine) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance et de votre position fondée sur les principes concernant la question de Palestine. Nous renouvelons également nos remerciements au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour son appui indéfectible à notre juste cause et réaffirmons notre reconnaissance au Sénégal pour avoir présidé avec compétence le Comité pendant ces longues années, ainsi qu'aux Vice-Présidents du Bureau, l'Afghanistan, Cuba, l'Indonésie, la Namibie et le Nicaragua, à tous les membres et observateurs du Comité, et à la Division des droits des Palestiniens pour leur appui ancré dans les principes et leurs efforts en faveur de la justice et de la paix.

Aujourd'hui, nous exprimons également une nouvelle fois notre gratitude pour les efforts inlassables déployés par les organismes des Nations Unies

qui viennent en aide au peuple palestinien, en premier lieu l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-Femmes, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Habitat, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Service de la lutte antimines, avec l'appui généreux d'États et d'organisations du monde entier. En outre, nous remercions une fois de plus le Secrétaire général António Guterres et le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient des efforts qu'ils déploient afin de promouvoir une solution juste et pacifique.

La responsabilité qui incombe à l'ONU s'agissant de la question de Palestine est claire et reste vitale, puisque la Nakba qui a frappé le peuple palestinien à la suite de la décision de l'Assemblée générale de partager la Palestine historique dure maintenant depuis 74 ans, avec des générations privées de leurs droits humains fondamentaux et contraintes d'endurer la souffrance de l'exil en tant que réfugiés et plus d'un demi-siècle d'occupation coloniale étrangère. Les conséquences politiques, sécuritaires et humanitaires de l'incapacité de remédier aux causes profondes de cette injustice et de trouver une solution juste sont bien sûr connues de tous. Elles touchent non seulement les Palestiniens et les Israéliens, mais aussi l'ensemble de notre région, voire le monde entier, car l'état de droit est gravement compromis par les violations délibérées et systématiques qui sont commises par Israël, Puissance occupante, et auxquelles la communauté internationale n'a toujours pas mis fin. Cela sape les piliers du système international, y compris la Charte des Nations Unies, et favorise une culture dangereuse de l'impunité.

Les conséquences de cette injustice pèsent sur l'existence des Palestiniens et la définissent d'innombrables façons depuis des générations. Cette existence est marquée par une insécurité humaine profonde et douloureuse, des privations, la dépossession et des pertes, des pertes de vie et d'existence, de maison et de patrie, de perspectives et de potentiel, d'espoir et de rêves. Pourtant, ces mêmes générations continuent de croire en l'inéluctabilité de la justice et en leurs droits inaliénables, notamment leur droit au retour, à l'autodétermination et à l'égalité, des droits qui leur reviennent

individuellement en tant qu'êtres humains et collectivement en tant que nation. Malgré la détresse et le désespoir, ils restent fermement attachés à la justesse de leur cause, refusant de renoncer à leurs aspirations nationales et à leur droit de vivre en liberté dans leur patrie, à l'abri de la violence, de la discrimination, du besoin et des indignités brûlantes qu'ils subissent sous l'occupation coloniale et les politiques d'apartheid d'Israël.

Les remarquables histoires de résilience de notre peuple – jeunes et vieux, mères, pères, enfants, aînés, réfugiés et prisonniers – prouvent que même dans les moments les plus sombres, il reste convaincu que nous connaîtrons un jour la justice et vivrons en paix. Cette résilience s'est à nouveau manifestée en mai. Alors qu'Israël poursuivait sa guerre de colonisation, d'agression et d'apartheid contre notre peuple à Jérusalem, à Gaza et dans toute notre patrie, notre peuple est resté inébranlable et a continué d'avancer, avec ses frères et sœurs en exil et la diaspora, avec dignité et conviction, insistant sur ses droits et sa place légitime dans sa patrie. Aujourd'hui, je veux délivrer en son nom un message de résilience et de fierté, mais je suis aussi ici pour appeler une fois de plus l'Assemblée à respecter ses engagements et ses obligations et à agir, individuellement et collectivement, de manière responsable et urgente, pour mettre fin à cette grave injustice.

Nous savons tous maintenant que l'absence d'un horizon politique crédible et l'incapacité de faire appliquer des mesures de responsabilité pour les violations systématiques des droits de l'homme et les crimes de guerre commis par Israël n'ont fait que favoriser son impunité et prolonger le conflit. Israël est convaincu qu'il peut violer la loi et bafouer les résolutions des organes des Nations Unies sans avoir à en payer le prix ni à en subir les conséquences. Il se sent autorisé, voire même encouragé, à renforcer son occupation illégale de notre terre et à poursuivre les projets qu'il mène depuis des décennies pour déplacer et remplacer le peuple palestinien, projets qui constituent une grave violation du droit international et de toutes les normes de la décence humaine. Cette terrible réalité s'est pleinement manifestée durant l'année écoulée. Alors que certains parlent avec enthousiasme du nouveau Gouvernement israélien, la vérité est que, sous couvert de platitudes concernant l'amélioration de la situation, Israël ne fait que multiplier ses violations contre le peuple palestinien. Nos civils, y compris des enfants et des femmes, sont tués et blessés. Dans certains cas, des familles entières sont anéanties ; nous avons pu le voir lors de l'attaque flagrante contre la bande de Gaza en mai, durant laquelle des frappes aériennes israéliennes

ont également détruit des milliers de maisons et des quartiers entiers. Chaque jour, des soldats israéliens effectuent des raids violents sur les villes, les villages et les camps de réfugiés palestiniens, arrachant les enfants de leurs maisons et arrêtant, détenant et emprisonnant des milliers de personnes, qui subissent des sévices indicibles. Des milices de colons et des extrémistes agissant comme des mercenaires pour le compte de l'occupation terrorisent notre peuple.

La construction de colonies de peuplement se poursuit, avec 60 000 colons israéliens supplémentaires implantés en Palestine occupée, y compris à Jérusalem-Est, en seulement cinq ans depuis l'adoption de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité. Le mur d'apartheid continue de diviser nos terres et de piéger notre peuple dans des enclaves et des ghettos murés. Des maisons et des propriétés palestiniennes sont saisies et démolies, entraînant l'expulsion et le déplacement de force des familles s'y trouvant. Les quartiers de Cheik Jarrah et de Silwan à Jérusalem ont été les plus durement visés, avec plus de 1 550 personnes qui pourraient perdre leur maison, alors qu'Israël poursuit ses tentatives de modifier illégalement la démographie, le caractère, le statut, l'histoire et l'identité de Jérusalem. Les incursions se poursuivent à la mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, violant le statu quo historique et juridique, piétinant l'autorité du Waqf islamique et le rôle de la Jordanie en tant que gardienne des lieux saints musulmans et chrétiens, et alimentant les provocations, incitations et violences constantes des extrémistes juifs qui risquent de déclencher une guerre de religion.

La punition collective flagrante infligée à notre peuple se poursuit avec l'imposition par Israël de centaines de points de contrôle militaires sur notre territoire, un régime de permis discriminatoire et, le plus inhumain de tous, le blocus de 15 ans de la bande de Gaza, emprisonnant plus de 2 millions de personnes dans des conditions de privation cruelles. Nos ressources naturelles continuent d'être exploitées, ce qui nuit à la capacité de notre peuple de se développer de façon durable et de prospérer. De plus, Israël persiste à nier les droits des réfugiés palestiniens, en particulier leur droit au retour, et a multiplié ses tentatives hostiles visant à saper l'UNRWA, à nuire à nos réfugiés et à les priver d'un soutien humanitaire même minimal. Ses politiques discriminatoires et racistes à l'égard de notre peuple, où qu'il se trouve de part et d'autre de la Ligne verte, sur la seule base de son existence et de son statut de Palestinien, ont conduit d'éminentes organisations palestiniennes, israéliennes et internationales de défense des droits de l'homme à déclarer qu'Israël commet le

crime d'apartheid. Il s'agit d'une crise permanente de protection, des droits de l'homme et du droit international, qui reste une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

Il est temps de mettre fin à cette situation déplorable et d'agir collectivement et de manière responsable pour protéger la vie humaine, faire respecter l'état de droit et les droits universels et réaliser des progrès urgents et réels en vue de la concrétisation de la solution juste, durable, globale et pacifique recherchée depuis si longtemps par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la communauté internationale. Nous devons rappeler à celles et ceux qui disent que le monde est las de notre problème que personne n'est plus las que notre peuple, qui vit cette sombre réalité. Et à celles et ceux qui disent que ce n'est pas le moment de traiter la question de Palestine, que ce n'est pas le moment de faire la paix, nous demandons comment se pourrait-il que ce ne soit pas le bon moment de faire la paix ? Les droits, les libertés et l'existence même de notre peuple sont en jeu, tout comme les perspectives d'un avenir pacifique et sûr dans notre région.

Alors que nous célébrons cette année le trentième anniversaire de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, nous devons nous demander quel est le principal obstacle à la réalisation d'une solution juste. S'agit-il des efforts pacifiques, politiques, diplomatiques et juridiques visant à régler la question de Palestine, ou bien des agressions constantes d'Israël contre le peuple palestinien ? Est-ce l'application du principe de responsabilité ou le fait d'ancrer davantage une occupation illégale ? Est-ce le respect du droit international et des résolutions de l'ONU, ou bien les violations et le mépris de ces derniers ? Est-ce l'existence d'organisations de la société civile qui surveillent et signalent les violations des droits de l'homme, ou leur criminalisation, qui vise de façon flagrante à réduire au silence leur activité de plaidoyer et leur travail légitime pour établir les responsabilités et garantir la justice ?

Les réponses sont bien connues. On ne peut permettre à Israël de continuer à pervertir la logique, à déformer les faits et à détourner l'attention avec des prétextes fallacieux, des discours sécuritaires, y compris qui plaident la légitime défense, et des accusations mensongères et diffamatoires de terrorisme et d'antisémitisme, alors qu'il agit en tant qu'agresseur et détruit toute perspective de paix, rejetant le droit international, les négociations et les accords passés, et allant jusqu'à insulter la communauté internationale, et même l'Assemblée, pour ses tentatives de faire respecter le droit et de rechercher la paix. Les bases et les paramètres

d'une solution juste, conforme au droit international, aux résolutions pertinentes de l'ONU et à l'Initiative de paix arabe, et fondée sur la solution des deux États et les frontières d'avant 1967, sont connus depuis longtemps. Le consensus international à cet égard reste solide, comme en témoignent clairement les positions réaffirmées par une majorité écrasante d'États, y compris l'appui aux résolutions de l'Assemblée sur la question de Palestine. Ce qui manque, c'est la volonté politique de faire le nécessaire pour parvenir effectivement à cette solution juste.

Le statu quo n'est pas envisageable. Se contenter de gérer ou d'atténuer le conflit est inacceptable et offensant, et constitue une négligence lorsque tant de vies sont en jeu. Ce qu'il faut, c'est une action concertée, notamment des contre-mesures légales afin d'exercer la pression nécessaire pour faire cesser les violations commises par Israël, ainsi que des efforts collectifs pour sauver et relancer les perspectives de paix. Nous avons besoin d'un véritable processus politique mené sous les auspices de la communauté internationale, visant à mettre fin à la plus longue occupation belligérante de l'histoire moderne, à permettre la libération du peuple palestinien et l'exercice de ses droits et à instaurer la paix et la sécurité entre la Palestine et Israël. Le Conseil de sécurité, de concert avec le Quatuor, à qui il a confié un mandat, et l'Assemblée générale, a un rôle important et prépondérant à jouer à cet égard.

Les États ont également des responsabilités claires. Nous exhortons tous les États à rester fidèles à leurs positions fondées sur les principes concernant la question de Palestine et à déployer des efforts concrets pour mettre en œuvre les résolutions de l'ONU, tant au niveau national qu'au niveau international. Compte tenu de son non-respect persistant, Israël doit répondre de ses violations continues et en subir les conséquences, notamment des sanctions et des actions en justice, avec l'intervention de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de Justice (CIJ). Il est temps de cesser de ménager Israël et de récompenser ses transgressions. L'application du principe de responsabilité est essentielle pour empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis, empêcher d'autres innocents de souffrir et créer les conditions dont nous avons besoin pour ne plus nous contenter de parler de la paix palestinienne mais pour la concrétiser.

Aussi appelons-nous une nouvelle fois tous les États à s'assurer qu'ils ne soient pas complices des agissements illégaux d'Israël, qu'ils ne reconnaissent pas comme légitime la situation illégale qu'Israël impose à

la Palestine occupée, y compris Jérusalem-Est, et qu'ils ne fournissent aucune aide ou assistance à la perpétuation de cette situation illégale. Comme le demande la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, tous les États doivent faire une distinction entre le territoire de l'État d'Israël, Puissance occupante, et les territoires occupés depuis 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem. À cet égard, nous réaffirmons qu'Israël est la Puissance occupante et qu'il n'a aucun droit de souveraineté, quel qu'il soit, sur la Palestine occupée, y compris Jérusalem-Est, indépendamment de ses déclarations unilatérales et de la prétendue Loi fondamentale ou loi sur l'État-nation ou de quoi que ce soit d'autre.

Il est temps de travailler ensemble pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme, ainsi que tous les autres arrêts et décisions pertinents de l'ONU, y compris ceux de la CIJ, organe judiciaire principal de la communauté internationale, dont l'autorité doit être respectée. Il est temps d'utiliser les outils qui sont à la disposition de la communauté internationale et, plutôt que d'hésiter à faire la paix en raison de l'ampleur des défis, de se montrer à la hauteur de la situation, car les enjeux sont considérables. Comme l'a souligné le Rapporteur spécial Michael Lynk,

« [L]a stratégie d'hier n'a fait que conduire à des impasses diplomatiques tout en permettant aux atteintes chroniques aux droits humains et à une occupation sans fin de se poursuivre le plus clair du temps sans entrave [...]. Nous ne pouvons continuer à tolérer l'intolérable : l'imposition d'une réalité coloniale en Palestine au XXI^e siècle. »

Le peuple et les dirigeants palestiniens restent constants dans leur quête de justice et de paix. La voie que nous avons choisie est une voie pacifique, et nous restons attachés aux moyens diplomatiques, politiques, juridiques et non violents de réaliser nos droits. Comme nous nous y sommes engagés il y a longtemps, nous restons également prêts à négocier, mais les négociations n'excluent pas d'autres efforts et ne sauraient être menées indépendamment du respect du droit international et des résolutions de l'ONU, les garants d'une solution juste. Nous essayons, dans des circonstances extrêmement difficiles, de nous aider nous-mêmes, de nous unir et d'œuvrer pour la paix. Mais nous avons également besoin que les États Membres respectent leurs obligations politiques, juridiques, humanitaires et morales. Nous appelons la communauté internationale

à ne pas laisser s'écouler une année supplémentaire de violence et d'instabilité, au détriment du peuple palestinien en souffrance et d'une nouvelle génération perdue.

Il est temps que les membres traduisent sans plus tarder leurs déclarations et positions ancrées dans les principes en actions sérieuses, responsables et morales afin de promouvoir une solution juste qui concrétise les droits inaliénables du peuple palestinien et lui permette de vivre en tant que peuple libre au sein de son État de Palestine indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, aux côtés d'Israël et de tous ses voisins dans la paix et la sécurité.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer ce que le Président Mahmoud Abbas a dit dans son message à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, à savoir que « notre peuple ne demande pas plus que ce que la légitimité internationale a accordé aux autres peuples du monde, mais il n'acceptera pas moins. La destinée de notre peuple est de vivre dans liberté et la dignité sur sa terre de Palestine, et il n'y a aucune Puissance sur Terre qui puisse l'empêcher d'atteindre cet objectif » (A/AC.183/PV.404, p.9).

M. Aidid (Malaisie) (*parle en anglais*) : Plus tôt dans la semaine, nous avons observé la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404) – occasion qui continue de nous rappeler les terribles souffrances et difficultés subies par nos frères et nos sœurs palestiniens. Il est décourageant que, depuis des générations, ils continuent de vivre sous le joug d'une occupation brutale et d'un blocus répressif, où leurs droits fondamentaux sont niés tandis que les colonies illégales s'étendent.

L'oppression systématique des Palestiniens par Israël et ses politiques discriminatoires à son égard reviennent au crime d'apartheid, et les implantations sont illégales en droit international. La Malaisie exhorte tous les États Membres qui ont foi dans l'état de droit et les droits de l'homme à ne pas hésiter à dénoncer les agissements illégaux et inhumains d'Israël. La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et veiller à la justice et à l'application du principe de responsabilité pour les violations des droits humains et les crimes commis par Israël. L'impunité dans le Territoire palestinien occupé doit cesser. Nous appelons également tous les États Membres à s'abstenir d'adopter une approche sélective et discriminatoire de la protection des droits humains et des organisations de la société civile qui travaillent en faveur des droits de l'homme des Palestiniens.

La Malaisie demeure convaincue que seule une solution politique négociée, basée sur des paramètres convenus au niveau international, sur le droit international et sur les résolutions pertinentes de l'ONU, peut aboutir à une paix durable. À cet égard, il est plus urgent que jamais de créer les conditions nécessaires pour la relance des pourparlers de paix entre les parties concernées. Nous ne devons pas compter sur le statu quo, car rien ne garantit que nous ne verrons pas un nouveau bain de sang. La Malaisie continue également d'appeler les Membres de l'ONU à octroyer à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière. L'ONU a été fondée sur les principes du respect et de la pratique des droits de l'homme, de la justice, de la paix et du droit international pour tous. Cela devrait également s'appliquer à l'État de Palestine et à son peuple.

La Malaisie reste également déterminée à appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le mois dernier, nous avons annoncé une contribution à long terme de 1 million de dollars à l'UNRWA afin de contribuer à son financement prévisible et durable. Nous engageons les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de soutenir financièrement l'Office pour qu'il puisse continuer de répondre aux besoins humanitaires et de développement critiques de millions de réfugiés palestiniens. Je voudrais terminer en réaffirmant l'attachement et l'appui de la Malaisie au peuple palestinien dans la réalisation de ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

M. Al Omoush (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous exprimer mes remerciements et ma gratitude, Monsieur le Président, pour vos efforts sincères et la bonne conduite des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Il me plaît également de réaffirmer notre appui au Président et aux membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien dans leurs efforts inlassables en faveur de la défense des droits de notre peuple frère de Palestine, avant tout son droit à l'autodétermination et son aspiration légitime à un État indépendant sis dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. L'action du Comité est cruciale, car elle maintient la question de Palestine sur le devant de la scène internationale et attire l'attention sur la souffrance du peuple palestinien, dont la situation est contraire aux valeurs de la justice, de la dignité et des droits humains fondamentaux.

Nous devons impérativement œuvrer activement à l'instauration d'un climat politique propice à une paix juste et globale fondée sur la solution des deux États qui établisse un État palestinien indépendant et souverain à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Sans cela, le conflit ne fera que se prolonger et s'aggraver du fait des violations continues des droits du peuple palestinien et des mesures illégales qui sapent toute perspective de paix. Nous devons donc redoubler d'efforts. Il nous faut également créer un environnement économique qui contribue à atténuer la souffrance du peuple palestinien. L'Autorité palestinienne doit disposer d'un appui financier suffisant, et tout obstacle à la croissance de l'économie palestinienne doit être levé, y compris ceux qu'imposent le Protocole de Paris concernant l'investissement et le commerce. À cet égard, nous nous devons de souligner que de meilleures conditions économiques ne sauraient se substituer à de meilleures conditions politiques pour ce qui a trait à la concrétisation de la solution des deux États. Les deux doivent se compléter.

Si nous voulons maintenir le calme, il doit y avoir une cessation complète des mesures israéliennes unilatérales qui ont causé des tensions en mai, et des progrès doivent être faits pour relancer le processus de paix. Le silence n'est pas à l'ordre du jour. Il faut une action efficace et concrète pour sauver ce qui reste des perspectives de paix. Sans position claire à l'appui des règles jouissant d'une légitimité internationale et du droit des Palestiniens à la liberté et d'établir un État, ainsi que du droit des peuples de la région de vivre dans la sécurité et la stabilité, le désespoir l'emportera et le conflit fera de nouveau irruption, créant une grave menace à la paix et à la sécurité régionales et internationales.

S. M. le Roi Abdullah II, en tant que Gardien hachémite des Lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem, a souligné qu'Al-Qods al-Charif et les Lieux saints ont toujours été et resteraient au centre de l'attention et des attentions. En coordination avec nos frères palestiniens, la Jordanie continuera d'endosser cette responsabilité et de consolider la résistance des habitants de Jérusalem. Nous bloquerons toute tentative d'imposer une nouvelle réalité ou un changement pour ce qui est du statut juridique et historique de la Ville sainte, en particulier en ce qui concerne l'esplanade des Mosquées/Haram el-Charif.

Le mois dernier, la Jordanie et la Suède ont coprésidé une conférence ministérielle internationale à l'appui de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui

a envoyé un message important, réaffirmant l'appui de la communauté internationale à l'Office pour la fourniture de services vitaux aux réfugiés palestiniens, y compris le droit à une vie digne, à l'éducation et à la santé. La conférence a également été l'occasion de garantir à l'Office un appui financier à long terme et de veiller à ce que la communauté internationale n'abandonne pas les réfugiés. La Jordanie continuera d'œuvrer avec tous ses partenaires et amis afin d'assurer le soutien nécessaire à l'Office, qui a souffert de déficits financiers répétés, et de faire en sorte qu'il reçoive tout le concours dont il a besoin pour travailler durablement et conformément au mandat que lui a confié l'ONU. Nous poursuivrons dans cette voie jusqu'à ce qu'une solution équitable et globale ait été trouvée, qui traite de toutes les questions relatives au statut final et garantisse les droits du peuple palestinien, conformément aux résolutions jouissant d'une légitimité internationale, au premier rang desquelles la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, tout en assurant le droit des réfugiés palestiniens au retour et aux réparations.

Le Jordanie maintiendra son appui au peuple frère de Palestine. Nous continuerons aussi de travailler inlassablement pour l'aider à réaliser ses droits inaliénables, en particulier son droit à la liberté et son droit d'établir dans sa patrie un État basé sur la solution des deux États.

M. Erdan (Israël) (*parle en anglais*) : Eli Kay était un jeune homme dynamique de 26 ans qui avait grandi en Afrique du Sud et rêvait d'immigrer en Israël, patrie du peuple juif. Après son arrivée en Israël, il a passé du temps à travailler dans un kibboutz. Il était important pour Eli de travailler la terre et d'en ressentir la sainteté. Eli aimait Israël, mais il entretenait un rapport particulier avec Jérusalem. Il est devenu guide touristique au du Mur des lamentations et s'est consacré à partager avec autrui son lien indestructible avec la Ville sainte. Eli acceptait tout le monde et accueillait toujours chacun avec un sourire radieux. Il prévoyait de se fiancer avec sa petite amie, Jen, qui était prête à fonder une famille et à passer le reste de sa vie avec lui, car Eli était la personne la plus douce, la plus attentionnée et la plus respectueuse qu'elle ait jamais rencontrée. Hélas, dimanche dernier, un terroriste palestinien a ouvert le feu sur une foule réunie à Jérusalem, tuant sauvagement Eli et blessant quatre autres personnes. Le seul crime d'Eli était d'être juif dans la Ville sainte – ville qui est dans le cœur de tous les Juifs depuis 3 000 ans.

Et alors que cet horrible acte de terreur a dévasté des familles et détruit des vies, l'Autorité palestinienne et le Président Abbas n'ont même pas pris la peine de le

condamner. Pourquoi ? Simplement parce que la réconciliation ne les intéresse pas. La direction palestinienne n'est intéressée que par la promotion de la violence et l'incitation, tout en tentant d'effacer le rapport entre Jérusalem et le peuple juif. Favoriser une culture de haine et d'incitation contre Israël importe davantage aux dirigeants palestiniens qu'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. Ce sang juif est à peine sec, et déjà les Palestiniens ont l'audace d'accuser Israël pour la violence à Jérusalem. Aujourd'hui, l'Assemblée générale se prononcera sur trois projets de résolution qui ont un seul et même but : diaboliser Israël. Ce train annuel de résolutions anti-israéliennes dénaturées fait partie d'une campagne plus large qui vise à attaquer Israël et à promouvoir le discours fallacieux des Palestiniens. Tandis que le monde est en pleine pandémie, que la faim touche des milliards de personnes dans le monde et que les changements climatiques menacent l'humanité, le programme destructeur et partial des Palestiniens demeure la grande priorité de cet organe.

D'une année sur l'autre, les États Membres prêtent leur appui à cette propagande, gâchant du temps, des efforts et des moyens précieux au lieu de se concentrer sur les problèmes les plus pressants du monde. Est-il déjà venu à l'esprit de quiconque ici qu'appuyer ces mensonges faisait reculer toujours plus les perspectives de paix ? Chaque année, cet organe adopte entre 10 et 20 résolutions qui pointent Israël du doigt et le condamnent nommément. Quelqu'un sait-il combien de résolutions l'Assemblée générale a adoptées condamnant l'Iran ou la Syrie ? À peine une pour chaque pays. Ici, dans cette salle, Israël, seule démocratie dynamique du Moyen-Orient, endure des attaques incessantes, alors que le régime iranien, qui assassine des milliers de ses citoyens et parraine la terreur dans le monde entier, n'est que rarement cité. Tandis que la Syrie emploie des armes chimiques contre ses citoyens et en a transformé des millions en réfugiés sans foyer, Israël, phare des droits de l'homme, est celui sur lequel se porte toute l'attention de cette institution. Quelle honte. Pendant ce temps, certains États Membres ne voient aucun mal à soutenir des résolutions dévoyées, malgré leur parti pris.

Par conséquent, je veux dire à toutes les délégations ici présentes qu'en votant pour ces projets de résolution, elles contribuent directement à prolonger ce conflit. En soutenant ce discours pétri de mensonges, les États Membres encouragent les Palestiniens à continuer de boycotter toute négociation et à rejeter tout compromis. Si la communauté internationale appuie sans condition toutes leurs exigences scandaleuses et radicales, pourquoi même

venir à la table de négociation ? La déconnexion de ces résolutions de la réalité et leur manque fondamental de compréhension de ce conflit ne connaissent vraiment pas de limite. Par les votes pour ces projets de résolution trompeurs, les transformations opérées au nom du progrès dans tout le Moyen-Orient sont complètement ignorées, comme si elles n'avaient jamais eu lieu.

Je ne sais pas si l'Assemblée générale en a entendu parler mais, il y a plus d'un an, Israël a signé des accords de paix avec trois pays arabes – les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc. Sans résolution, condamnation ni surtout intervention de l'ONU, les Accords d'Abraham ont créé une véritable paix de peuple à peuple, tout en approfondissant nos liens avec nos partenaires, anciens comme nouveaux. Alors que les dirigeants palestiniens font le choix de la haine et de la violence, les dirigeants des nouveaux partenaires d'Israël font celui d'éduquer leurs citoyens à la tolérance et à la coexistence religieuses. Telle est la seule manière de parvenir à la paix entre Israël et les Palestiniens. Depuis la signature des Accords, la région est devenue un pôle d'innovation et d'unité. Des récents accords sur l'eau et l'énergie, en passant par la collaboration sur des initiatives de technologie verte et même les manœuvres militaires conjointes, les Accords d'Abraham sont un modèle de ce qui peut être accompli quand nous appuyons la coexistence et la tolérance religieuse et préférons la voie de la paix et de la prospérité.

Israël a démontré à maintes reprises qu'il tendait toujours la main aux partenaires bien disposés en signe de paix. Pourtant, au lieu de saisir l'occasion qui leur était offerte, les Palestiniens se sont opposés aux Accords d'Abraham, diabolisant également cette avancée. Alors qu'ils mettent l'accent sur la paix dans notre région, les projets de résolution d'aujourd'hui ne condamnent pas une seule fois les dirigeants palestiniens pour leur rejet flagrant de la paix. Comment est-ce possible ?

L'une des demandes les plus absurdes de ces résolutions est l'appel au maintien du statu quo à Jérusalem, alors qu'en substance, elles font exactement le contraire. En faisant référence au mont du Temple, site le plus sacré du judaïsme, uniquement par son appellation musulmane, le projet de résolution A/76/L.16 modifie lui-même le statu quo. Une telle hypocrisie est vraiment scandaleuse. Le fait qu'un projet de résolution sur Jérusalem ne mentionne pas ses anciennes racines juives n'est pas une erreur commise par ignorance, mais une tentative de déformation et de réécriture de l'histoire. À chaque mariage juif, le couple nouvellement marié se tient sous le dais nuptial et s'engage

à ne jamais oublier le lien profond qui unit les Juifs à Jérusalem. En hébreu, on dit : « Si je t'oublie, ô Jérusalem, que ma main droite m'oublie ». Alors, je vais être clair. Ni les attaques terroristes perpétrées contre des Juifs sur nos lieux saints, ni les résolutions partiales des organes de l'ONU, complètement détachées de la réalité, n'effaceront jamais le lien éternel entre le peuple juif et notre capitale, Jérusalem.

Alors que la paix ne peut être obtenue que par des négociations directes, et non par des résolutions contre-productives, l'Assemblée générale continue d'appliquer la même approche vouée à l'échec. Il est peut-être temps de changer de cap. Il est temps que l'ONU cesse de soutenir la politique de rejet palestinienne, de donner un laissez-passer au terrorisme palestinien et d'effacer le lien éternel qui unit Jérusalem et le peuple juif. Nous ne permettrons jamais que cela se produise. Il est temps de prendre une nouvelle direction. Aujourd'hui, les États Membres vont se prononcer sur trois projets de résolution honteux. Si l'Assemblée entend réellement garantir un avenir où toute la région pourra vivre dans la paix et la prospérité, le cycle consistant à alimenter les discours fallacieux et la propagande destructrice doit prendre fin dès maintenant.

M. Mahmoud (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer la gratitude de l'Égypte pour l'organisation de la présente séance dans le cadre du débat sur le point 39 de l'ordre du jour sur la question de Palestine et le projet de résolution A/76/L.14, intitulé « Règlement pacifique de la question de Palestine ».

La question de Palestine est une des premières questions à avoir été inscrites à l'ordre du jour de l'ONU. Depuis sa création, l'Organisation a adopté de nombreuses résolutions qui sont devenues le fondement de la légitimité internationale concernant cette question. Cependant, malgré les principes clairs qui sous-tendent ces résolutions, la communauté internationale semble manquer de volonté politique pour les mettre en œuvre. Ces résolutions, si elles sont appliquées, pourraient permettre de régler la question de Palestine et de mettre fin aux souffrances infligées d'une génération à l'autre.

Malgré cela, la situation dans les territoires palestiniens occupés ne cesse de se détériorer depuis le débat de l'Assemblée générale sur ce point de l'ordre du jour l'année dernière (voir A/75/PV.34). En mai, nous avons assisté à une escalade dans la bande de Gaza entre les deux parties, sur fond de violations dans la ville de Jérusalem-Est. En réponse, l'Égypte a joué son rôle naturel, en travaillant diligemment avec les parties concernées pour instaurer un cessez-le-feu

et rétablir le calme. Toutefois, je tiens aussi à exprimer notre profonde inquiétude face à l'escalade des tensions dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé en raison de l'expansion des colonies, de la confiscation de terres, de la démolition de maisons et d'infrastructures palestiniennes, des arrestations de civils palestiniens non armés et de la violence des colons à leur égard, du processus actuel de judaïsation de Jérusalem-Est et des tentatives d'expulsion de familles palestiniennes dans les quartiers de Cheik Jarrah et de Silwan, ainsi que du maintien par Israël du blocus de la bande de Gaza. Les conséquences de ces évolutions se sont également aggravées du fait des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur le peuple palestinien frère dans les territoires occupés.

M. Malovrh (Slovénie), Vice-Président, assume la présidence.

Nous avons tous le devoir de reconnaître que la seule façon de régler la question de Palestine est d'appliquer le droit international et les résolutions de la légitimité internationale, au premier rang desquelles les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, la solution des deux États et l'Initiative de paix arabe. Toute tentative visant à régler ce conflit vieux de plusieurs décennies par d'autres moyens est vouée à l'échec et ne permettra pas d'instaurer la paix. De surcroît, au vu des faits nouveaux survenus dans les territoires occupés, la situation pourrait exploser de nouveau à tout moment.

Dans cette optique, l'Égypte souligne l'importance d'établir un cadre politique pour relancer les négociations de paix entre les deux parties sur la base des résolutions convenues de la légitimité internationale, en organisant une réunion ministérielle du Quatuor pour le Moyen-Orient afin de préparer la reprise des négociations. Il convient également de poursuivre les efforts déployés pour renforcer la confiance entre les deux parties en améliorant les conditions sur le terrain, en mettant fin à toutes les mesures unilatérales et en soutenant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient de sorte qu'il puisse remplir pleinement son mandat auprès des réfugiés palestiniens. Nous réaffirmons que la seule façon d'instaurer la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient est de garantir tous les droits légitimes du peuple palestinien et d'établir un État palestinien indépendant le long des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

M^{me} Ali (Maldives) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé cette importante séance plénière sur la question de Palestine. Ma délégation se

félicite du rapport du Secrétaire général sur ce point de l'ordre du jour (A/76/299) et note qu'il rend compte du quotidien déchirant des Palestiniens vivant sous occupation. Les souffrances des civils se trouvant dans ces territoires sont immenses, inhumaines et inexcusables.

La question de Palestine est le point de l'ordre du jour qui reste sans solution depuis le plus longtemps. Au cours des 70 dernières années, de nombreuses séances se sont tenues dans cette salle et d'innombrables résolutions ont été adoptées afin de garantir le respect des droits historiques et juridiques du peuple palestinien. La grande majorité de la communauté internationale s'est exprimée de manière ferme et claire sur cette question. Pourtant, alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, rien n'a changé, et l'on peut même dire que la situation a empiré. L'occupation perdure. Nous avons assisté à une accélération des activités de colonisation illégale et des menaces d'annexion, ainsi qu'à un usage excessif et croissant de la force contre les civils, y compris les femmes et les enfants. En somme, la situation des droits humains se détériore de jour en jour. La poursuite de l'occupation et de l'agression a des conséquences profondes et de grande ampleur. Le peuple palestinien se voit privé d'un accès aux possibilités d'emploi, aux ressources naturelles, aux protections juridiques de base et aux produits et services de première nécessité tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé et l'éducation. La pandémie actuelle de maladie à coronavirus (COVID-19) a entraîné une détérioration des conditions de vie des Palestiniens et les a rendus plus vulnérables.

Au cours du débat général, le Président Solih a réaffirmé la position ferme des Maldives sur la question de Palestine (voir A/76/PV.3). Nous restons fermement convaincus que la meilleure solution est un État de Palestine indépendant et souverain, établi dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et l'harmonie. Nous devons toutefois être lucides. Nous constatons avec une profonde déception que cette solution, à laquelle toutes les parties au conflit avaient souscrit par le passé, est clairement de plus en plus hors de portée.

Lorsque nous avons convenu du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, nous avons fait la promesse de ne laisser aucun pays de côté. Ainsi, lorsque nous parlons de réaliser les objectifs de développement durable, nous ne devons pas balayer d'un revers de la main le sort du peuple palestinien et ses aspirations en matière de développement. En outre, Israël a continué de restreindre la liberté d'expression et de réunion

pacifique dans tout le territoire occupé, arrêtant et poursuivant des Palestiniens pour avoir exercé leur droit fondamental d'exprimer leurs convictions politiques. Ce fait est trop souvent passé sous silence. Depuis des décennies, nous sommes témoins d'innombrables violations du droit international par Israël, sans que les responsables n'aient à rendre de comptes. L'impunité dont jouissent les forces israéliennes dans le Territoire palestinien occupé constitue une grave menace à l'ordre international fondé sur des règles et heurte profondément notre sens de la justice et de la décence.

Les Maldives sont favorables à une solution pacifique à la situation en Palestine. Nous restons solidaires du peuple palestinien et continuons de plaider en faveur de son statut d'État à part entière et de son droit à l'autodétermination. Les Maldives renouvellent leur appel en faveur d'une solution négociée au niveau international prévoyant deux États, dont un État de Palestine indépendant et souverain basé sur les frontières de 1967, ayant sa capitale à Jérusalem-Est et vivant dans la paix et la prospérité. Nous devons réaffirmer, avec un sentiment d'urgence renouvelé, notre attachement à une solution des deux États qui reconnaisse pleinement les droits, la liberté, la justice et l'égalité du peuple palestinien.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour prononcer la déclaration de l'Inde sur les points de l'ordre du jour intitulés « Question de Palestine » et « La situation au Moyen-Orient ».

À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre (voir A/AC.183/PV.404), le Premier Ministre indien a adressé tous ses vœux de réussite au peuple palestinien dans ses efforts pour obtenir son statut d'État et accéder à la paix et à la prospérité. Dans son message, il a réaffirmé la relation qui nous unit au peuple palestinien et qui repose sur des liens historiques et interpersonnels profondément ancrés. L'appui de l'Inde à un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien est constant et bien connu. Nous espérons une reprise rapide des négociations directes sur le processus de paix entre Israël et la Palestine. La communauté internationale, et notamment le Quatuor pour le Moyen-Orient, a un rôle important à jouer dans la relance de ces négociations.

L'évolution récente de la situation sur le terrain pourrait toutefois faire obstacle à la reprise du processus de paix. La poursuite des actes de violence contre les civils en Israël et en Palestine, ainsi que les actes de destruction, sont profondément préoccupants. Nous condamnons ces actes unilatéraux qui modifient

indûment le statu quo sur le terrain, compromettent la viabilité de la solution des deux États et doivent être évités dans l'intérêt de la paix et de la stabilité. Nous sommes également préoccupés par les incidents violents, les provocations et les incitations à Jérusalem. Compte tenu du lien historique qui unit l'Inde à Jérusalem, la ville et ses lieux saints occupent une place particulière dans le cœur des millions d'Indiens qui s'y rendent chaque année. Le statu quo historique doit être respecté dans les Lieux saints de Jérusalem. Nous demandons instamment à toutes les parties d'œuvrer de concert à apaiser les tensions et à mettre fin à tous les actes de provocation, d'incitation et de violence dans la ville.

L'Inde se félicite de la poursuite de la coopération entre Israël, l'Autorité palestinienne et les pays de la région. Pour sa part, en tant que partenaire de développement engagé de la Palestine, l'Inde continue de fournir une aide au développement et une assistance humanitaire au peuple palestinien, à la fois sur le plan bilatéral, par le biais de l'Autorité palestinienne, et par l'intermédiaire de contributions versées à l'ONU. Même pendant la pandémie, notre travail en vue de la réalisation de projets de développement en Palestine, parmi lesquels un parc technologique Inde-Palestine, le centre pour l'autonomisation des femmes et la construction d'écoles, a continué d'aller de l'avant.

Nous apprécions également le travail de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes pour assurer l'acheminement de l'aide essentielle aux Palestiniens. Nous demandons que l'aide soit transférée sur une base régulière et prévisible et utilisée à bon escient. L'Inde continue d'appuyer le rôle joué par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en faveur du développement humain et de la fourniture de services humanitaires. L'Inde a versé à l'UNRWA la totalité de la contribution qu'elle avait annoncée pour 2021. Le Ministre d'État indien aux affaires extérieures, M. V. Muraleedharan, a participé à la récente conférence ministérielle organisée à Bruxelles sur l'UNRWA et confirmé l'engagement de l'Inde à poursuivre ses contributions à l'Office avec un don de 5 millions de dollars en 2022.

Je réaffirme qu'il est urgent que les négociations directes entre Israël et la Palestine reprennent, afin de disposer d'une plateforme durable pour régler toutes les questions relatives au statut final et s'acheminer vers la création d'un État de Palestine souverain, indépendant et viable, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, vivant côte à côte et en paix avec Israël. L'Inde est prête à appuyer tous les efforts visant à relancer les négociations directes.

M. Pérez Ayestarán (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de la présente séance plénière pour aborder la situation au Moyen-Orient et la question de Palestine, qui revêtent une importance vitale pour mon pays et pour la communauté internationale. Nous remercions le Secrétaire général de nous avoir transmis les rapports publiés sous la cote A/76/194, A/76/299 et A/76/309. Nous avons dûment pris note de leur contenu. Nous voulons également saisir cette occasion pour saluer le travail précieux effectué par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour parvenir, entre autres, à une solution juste, pacifique, globale et durable de la question de Palestine, qui est au cœur du conflit israélo-arabe. Nous souscrivons par ailleurs aux conclusions et recommandations qui figurent dans le rapport publié sous la cote A/76/35.

Depuis plus de 70 ans, l'héroïque peuple palestinien résiste avec beaucoup de courage et de dignité aux agressions perpétrées de façon systématique contre lui par la Puissance occupante, qui aujourd'hui, au XXI^e siècle, met en œuvre un régime cruel et inhumain de domination ethnique qui constitue un véritable apartheid. Nous faisons référence aux attaques armées, aux bombardements aveugles, à la destruction des infrastructures essentielles, aux violations massives des droits de l'homme, aux expulsions de Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres ancestrales, aux attaques de sites religieux par des groupes de fanatiques et aux arrestations massives. Il ne s'agit là que d'un échantillon de la longue liste des agressions qui frappent aveuglément des filles, des garçons et des femmes, et qui ont entraîné le meurtre de civils innocents et le déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens, qui viennent s'ajouter aux 5,6 millions de réfugiés palestiniens.

Il s'agit d'actes de racisme, de crimes de haine et de crimes contre l'humanité qui sont commis par l'extermination, la torture, le nettoyage ethnique, la persécution, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et d'autres traitements dégradants, dont beaucoup constituent des crimes de guerre, et pour lesquels la communauté internationale doit demander justice et mettre fin à l'impunité, en dépit du cadre d'impunité internationale que le Gouvernement des États-Unis perpétue, ce qui ne fait qu'encourager les crimes d'Israël.

Il y a environ deux ans, le Secrétaire général a lancé un appel à la paix et à la réconciliation, un appel à un cessez-le-feu mondial pour permettre à la communauté internationale de focaliser ses efforts sur la lutte contre ce qui est aujourd'hui notre seul véritable ennemi commun, la pandémie de maladie à coronavirus

(COVID-19). Cependant, Israël a fait la sourde oreille et a au contraire profité de la pire pandémie connue depuis un siècle pour poursuivre ses politiques d'occupation et de domination, notamment en intensifiant l'agression militaire, en détruisant des maisons et en confisquant des biens, en étendant les colonies illégales et même en bombardant des laboratoires dédiés aux tests de dépistage de la COVID-19. En fait, selon des informations publiées récemment par les forces de défense israéliennes elles-mêmes, les incidents violents ont augmenté de 150 % ces deux dernières années.

Et que dire de la catastrophe humanitaire créée par Israël dans la bande de Gaza, où plus de 2 millions de Palestiniens sont coupés du reste du monde depuis 14 ans ? Dans cette bande, tristement célèbre pour être la plus grande prison à ciel ouvert de la planète et que le Secrétaire général a récemment qualifiée d'« enfer sur terre », la population civile palestinienne vit sous le joug d'un blocus, dans des conditions précaires, souffrant d'une terrible pénurie de carburant, d'eau et d'électricité, malgré l'aide fournie par les organismes du système des Nations Unies. Il s'agit d'une expérience froidement calculée de la part de la Puissance occupante pour causer douleur et souffrance.

Compte tenu de la situation, on peut affirmer sans risque de se tromper que l'État de Palestine doit actuellement faire face à deux pandémies : d'une part, celle de la COVID-19 et d'autre part, celle engendrée par l'agression militaire brutale, systématique et délibérée d'Israël, qui viole quotidiennement les dispositions de la Charte des Nations Unies et les normes du droit international dans les territoires palestiniens occupés et fait fi des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

La situation est peu encourageante. En fait, nous assistons à une véritable tragédie. C'est pourquoi nous considérons que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doivent prendre des décisions sans plus tarder pour assurer la protection internationale de la population civile palestinienne, prévenir les crimes qui portent atteinte à la dignité et aux droits de l'homme du noble peuple palestinien et veiller à ce que les responsables de ces crimes odieux soient tenus de rendre des comptes devant la justice internationale.

Cependant, nous restons convaincus qu'il n'y a pas d'autre option que celle d'une solution politique et pacifique pour mettre fin à ce qui est un des conflits les plus injustes, les plus douloureux et les plus longs auxquels l'humanité doit faire face. Trente ans après la

Conférence de Madrid, nous réaffirmons que la solution des deux États est la seule voie possible, la plus juste et la plus durable pour mettre fin au conflit israélo-palestinien, et elle bénéficie du plus large soutien de la communauté internationale. Elle apporterait la paix et la stabilité à la région du Moyen-Orient et permettrait également de progresser vers le retrait d'Israël du Golan syrien et des territoires libanais occupés.

À cet égard, nous appelons à réduire les tensions, notamment en mettant fin aux politiques d'apartheid en cours, et à s'abstenir de mesures ou d'actions unilatérales. L'annulation de la désignation arbitraire et injustifiée d'organisations de la société civile palestinienne comme terroristes constituerait un pas positif à cet effet et contribuerait à créer un environnement propice à la reprise du dialogue politique nécessaire et de négociations crédibles, sérieuses et directes en vue d'une paix juste, globale et pérenne, reposant sur la solution de deux États, vivant côte à côte dans la paix et en toute sécurité. À cet égard, nous espérons que les efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient seront couronnés de succès et permettront de sauver les perspectives de paix et d'ouvrir ainsi la voie à l'organisation d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU, à laquelle participeront toutes les parties concernées par le processus de paix au Moyen-Orient.

Pour terminer, la République bolivarienne du Venezuela s'est portée coauteur des projets de résolution A/76/L.14, A/76/L.15 et A/76/L.16, et réaffirme à cet égard sa pleine solidarité et sa position de principe ferme en faveur de l'indépendance du peuple palestinien, de son droit inaliénable à l'autodétermination et à la réalisation de ses aspirations nationales légitimes. Nous réaffirmons notre engagement à continuer d'œuvrer de manière active et constructive à la création d'un État de Palestine libre, indépendant et souverain, dans les frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale, et en tant que membre à part entière de l'Organisation.

M^{me} Fatima (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé cette importante séance sur la question de Palestine et réaffirme le soutien indéfectible et inébranlable du Bangladesh à la juste cause du peuple palestinien pour un État palestinien indépendant, viable et souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale, dans le cadre d'une solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967.

Au début de cette semaine, nous avons célébré la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404), comme nous le faisons

depuis 44 ans maintenant. Pourtant, la concrétisation des aspirations du peuple palestinien à une patrie libérée de l'occupation reste hors de portée. Au contraire, au mépris flagrant des appels répétés de la communauté internationale, Israël poursuit son occupation illégale et ses actes d'agression dans le Territoire palestinien occupé. La situation continue de se détériorer dans tous les domaines. Les démolitions et les saisies de maisons et de structures palestiniennes, les expulsions et déplacements forcés, ainsi que le sang versé des Palestiniens sont des rappels quotidiens de l'occupation illégale d'Israël et de son mépris flagrant pour les résolutions de l'ONU, le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Les actes d'agression et de terreur israéliens n'ont pas connu de répit, même face à la pandémie dévastatrice de maladie à coronavirus (COVID-19). Les attaques ciblées contre les infrastructures médicales et le personnel de santé ont encore aggravé la situation. Dans un autre acte flagrant commis en octobre, Israël a tenté de diviser la mosquée Al-Aqsa, violant ainsi le statu quo historique et juridique du lieu saint et manquant de respect au Waqf islamique. Le Bangladesh condamne ces actes répréhensibles des forces israéliennes et appelle à protéger les Palestiniens innocents et le caractère sacré du territoire et des biens palestiniens, y compris les lieux saints et les lieux de culte. J'aimerais formuler quelques observations sur ce qui est nécessaire pour faire face à ces actes d'injustice et d'inaction qui sont parmi les plus flagrants de l'histoire.

Premièrement, la communauté internationale doit déployer de véritables efforts et prendre des mesures pour remédier aux causes profondes de la crise palestinienne et mettre fin à l'agression israélienne. Nous devons veiller à ce qu'Israël respecte pleinement le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, ainsi que les résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 2234 (2016). La mise en œuvre rapide de la feuille de route de l'Initiative de paix arabe et les efforts du Quatuor pour le Moyen-Orient sont des éléments cruciaux à cet égard.

Deuxièmement, les auteurs des violations des droits de l'homme et des autres crimes commis contre les civils palestiniens dans le Territoire palestinien occupé doivent répondre de leurs actes afin de mettre fin à la culture de l'impunité. Notre incapacité à mettre en œuvre nos propres décisions ne fait que renforcer ce sentiment d'impunité. À cet égard, nous nous félicitons de la création d'une commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les

violations présumées des droits de l'homme internationaux dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conformément à la résolution S-30/1 du Conseil des droits de l'homme, adoptée le 27 mai. Nous nous félicitons également de l'évolution de la situation à cet égard à la Cour pénale internationale.

Troisièmement, il faut répondre immédiatement aux besoins humanitaires urgents du peuple palestinien, notamment ceux liés à son relèvement après la COVID-19. Nous saluons le travail de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à cet égard et exhortons la communauté internationale à renforcer les capacités de l'UNRWA en remédiant à son éternelle crise de financement. À cet égard, nous appelons également à la levée immédiate du blocus de Gaza afin de garantir la livraison des vaccins contre la COVID-19 et de répondre aux autres besoins de la population locale en matière de soins de santé.

Le fait que l'Assemblée générale débattenne toujours de la question de Palestine nous rappelle avec force que la communauté internationale n'a pas réussi à protéger les droits inaliénables du peuple palestinien ni à mettre en œuvre les décisions que nous avons adoptées ici. L'existence de cette crise porte atteinte à l'autorité même de la Charte des Nations Unies et de l'Organisation. Nous devons à l'Assemblée d'agir conformément à nos décisions pour trouver une solution juste, durable, globale et pacifique à cette crise par la reconnaissance d'un État de Palestine indépendant qui occupe la place qui lui revient au sein de cet organe.

M. Al Hassan (Oman) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au titre du débat de l'Assemblée générale sur le point 39 de l'ordre du jour, concernant la question de Palestine. Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport intitulé « Règlement pacifique de la question de Palestine » (A/76/299) et de ses prises de position en faveur du droit international et de la légitimité internationale, en particulier en ce qui concerne la question de Palestine.

C'est loin d'être la première fois que l'Organisation des Nations Unies se réunit pour discuter de la question de Palestine, qui est une des grandes questions inscrites à l'ordre du jour de l'Organisation depuis sa création en 1945. Malgré les résolutions internationales sur la question, notamment celles adoptées par le Conseil de sécurité, et malgré le consensus international sur la nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens de Cisjordanie et de la bande

de Gaza, nous constatons que cette occupation se poursuit, tout comme les activités de peuplement et d'autres restrictions et provocations, qui heurtent les sentiments des peuples de la région, en particulier lorsque les lieux saints sont concernés.

Le Sultanat d'Oman est résolument engagé en faveur de la paix. Nous appuyons les efforts de paix et comprenons l'importance de la paix, et nous continuerons de la promouvoir au Moyen-Orient et dans le monde entier. Dans le même temps, nous appuyons également le droit international qui met l'accent sur la justice en ce qui concerne la question de Palestine et la légitimité des droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier son droit à l'indépendance et à la création d'un État avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément au droit international, aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à l'Initiative de paix arabe. Nous sommes également favorables à une solution prévoyant deux États, en vertu de laquelle les deux peuples vivent côte à côte dans la paix et la sécurité, en toute souveraineté et indépendance.

Ma délégation se fait l'écho des préoccupations exprimées par le Secrétaire général concernant la poursuite des politiques d'agression, de colonisation et d'escalade d'Israël ainsi que de ses violations contre les civils, notamment les femmes et les enfants. Nous pensons que de telles actions ne servent pas la cause de la paix. Le non-respect du droit international par Israël, Puissance occupante, couplé à l'incapacité de la communauté internationale de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard du peuple palestinien, a conduit à la commission de graves violations contre ce peuple et infligé des souffrances aux civils palestiniens, contraints de vivre dans des zones partiellement isolées du reste du monde. Nous ne resterons pas silencieux face à cette situation. Tout en saluant la détermination du peuple palestinien à vivre dans la liberté, la dignité et l'indépendance, nous réaffirmons notre appui à son infatigable quête de paix malgré les actes d'hostilité et les provocations. Nous appelons Israël à prendre des mesures énergiques en faveur de la paix et à ouvrir une nouvelle ère de coopération et de coexistence entre tous les États et les peuples du Moyen-Orient afin de mettre un terme à ce conflit, qui sape la stabilité et le développement de la région.

Pour terminer, nous soulignons que la paix est le seul choix stratégique pour régler le conflit au Moyen-Orient, et qu'elle ne peut être obtenue qu'en respectant le droit et en rendant la justice. Aussi appelons-nous la communauté internationale à œuvrer collectivement

à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, qui tienne compte des intérêts et des droits de toutes les parties.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : La question de Palestine est au cœur même de la situation au Moyen-Orient. Son règlement global, juste et durable servirait les intérêts communs de la Palestine et d'Israël. C'est également l'aspiration commune de tous les pays et peuples qui défendent la paix et la justice.

La situation israélo-palestinienne actuelle reste complexe et fragile. En mai de cette année, d'intenses affrontements ont éclaté notamment à Gaza, tuant et blessant des civils innocents et causant des dégâts matériels. Ces événements nous ont rappelé une fois de plus à tous que le règlement de la question de Palestine ne peut être reporté indéfiniment, que les souffrances du peuple palestinien et les droits fondamentaux qui lui reviennent ne peuvent être passés sous silence, que le processus de paix au Moyen-Orient ne doit plus être mis en échec et que la communauté internationale, notamment l'ONU, doit assumer ses responsabilités indéniables.

La Chine est une amie sincère du peuple palestinien et une fervente défenseuse de la paix entre la Palestine et Israël. Le Président Xi Jinping a présenté à plusieurs reprises des initiatives visant à promouvoir le règlement de la question de Palestine. Il a adressé cette semaine, pour la neuvième année consécutive, un message à l'occasion de la célébration à l'ONU de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404), exprimant à nouveau le soutien indéfectible de la Chine à la juste cause des Palestiniens en vue du rétablissement des droits légitimes de leur nation. En ce qui concerne la question de Palestine, la Chine défendra toujours l'équité et la justice, facilitera activement les pourparlers de paix, continuera de fournir à la Palestine une aide humanitaire, une aide au développement et une assistance dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et aidera l'ONU à jouer un rôle positif et constructif.

La Chine soutient la pleine mise en œuvre de la solution des deux États. L'histoire et la réalité ont montré à maintes reprises que la solution des deux États reflétait le consensus international, ainsi que l'équité et la justice. C'est la seule voie réaliste pour traiter la question de Palestine. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour transformer cette vision en réalité et traduire le consensus en action. L'Autorité palestinienne doit avoir plus de pouvoir et être autorisée

à exercer des fonctions souveraines dans les domaines de la sécurité, des finances et autres, afin d'avoir un contrôle effectif sur les territoires autonomes et occupés. Il faut aider les factions palestiniennes à atteindre une plus grande unité, afin qu'elles parviennent à une réconciliation interne par la consultation et le dialogue et qu'elles adoptent une position unifiée sur les pourparlers en vue de parvenir à un règlement. Il faut encourager la Palestine et Israël à reprendre les pourparlers de paix sur la base de la solution des deux États. La Chine est prête à accueillir les pourparlers entre les négociateurs palestiniens et israéliens.

La Chine appelle la communauté internationale à redoubler d'efforts pour promouvoir la paix. Cette année marque le trentième anniversaire de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Le principe de l'échange de territoires contre la paix établi par la Conférence va dans le sens du processus de paix. La communauté internationale doit saisir l'occasion offerte par ce trentième anniversaire, rester objective et impartiale, promouvoir la tolérance et la compréhension mutuelle et intensifier ses efforts pour permettre la reprise du dialogue sur un pied d'égalité entre la Palestine et Israël, sur la base de la solution des deux États. Nous sommes favorables à ce que l'ONU, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que les pays ayant une influence notable, jouent un rôle plus actif pour que des efforts plus vastes et plus efficaces puissent être déployés en faveur de la paix. C'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il doit par conséquent prendre des mesures énergiques pour trouver une solution à la question israélo-palestinienne. La Chine appelle de ses vœux la tenue d'une conférence internationale de la paix sous les auspices de l'ONU, avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties prenantes au processus de paix au Moyen-Orient.

La Chine soutient l'amélioration de l'économie, du bien-être de la population et de la situation humanitaire en Palestine. Le conflit et l'instabilité, aggravés par la pandémie de COVID-19, ont exacerbé les conditions déjà difficiles dans lesquelles se trouve le peuple palestinien. Il incombe à la communauté internationale de prendre de toute urgence des mesures pour fournir une aide par de multiples canaux à la Palestine afin d'atténuer sa crise financière, d'aider Gaza à se relever et à se reconstruire et de soutenir l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient dans son travail de secours et d'assistance. Le blocus et le siège de Gaza

doivent être levés dès que possible. Les droits légitimes de la population du Territoire palestinien occupé doivent être préservés. L'expansion des colonies, les expulsions, les démolitions forcées et les violences contre les civils doivent cesser, car elles sapent la confiance mutuelle et aggravent les tensions. La Chine se soucie profondément du bien-être du peuple palestinien et aide activement la Palestine à développer son économie et à améliorer les conditions de vie de sa population. La Chine a apporté une aide humanitaire à la Palestine à de nombreuses reprises, notamment sous la forme de transferts de fonds d'urgence et de fournitures et de vaccins pour lutter contre la pandémie, et nous continuerons de le faire dans la limite de nos capacités.

La Chine a toujours été une gardienne de la paix et contribué au développement du Moyen-Orient. Pour ce qui est de la question de Palestine, la Chine se tient toujours du côté de la paix, de la raison et de la justice. Nous sommes favorables à la création d'un État de Palestine pleinement souverain et indépendant, fondé sur les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. Nous soutenons la coexistence pacifique entre la Palestine et Israël, ainsi que le développement commun des nations arabe et juive. La Chine se tient prête à collaborer avec la communauté internationale pour garantir un véritable multilatéralisme, promouvoir un règlement global, juste et durable de la question de Palestine et assurer sans tarder la sécurité, la stabilité, le développement et la prospérité au Moyen-Orient.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Le 29 novembre, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404), le Japon a renouvelé son soutien aux aspirations de longue date des Palestiniens à la création d'un État. Nous avons également réaffirmé notre engagement à instaurer la confiance entre les parties et à aider les Palestiniens dans leurs efforts d'édification de l'État. Le Japon soutient la solution des deux États, selon laquelle Israël et un futur État palestinien indépendant vivront côte à côte dans la paix et la sécurité. Le conflit israélo-palestinien doit être résolu uniquement par des négociations fondées sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les paramètres convenus au niveau international. Le Japon exhorte les parties à s'efforcer d'instaurer la confiance et à s'abstenir de toute action unilatérale susceptible d'entraver la reprise des négociations directes.

Les tensions à Gaza se sont apaisées depuis l'annonce d'un cessez-le-feu. Les efforts humanitaires et de reconstruction se poursuivent, avec le soutien logistique et financier des pays voisins et des donateurs. Bien

qu'il reste encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins humanitaires à Gaza, le cessez-le-feu a entraîné certaines évolutions positives, telles que l'acheminement plus fluide des articles humanitaires, la circulation plus libre des personnes et la délivrance de permis de travail israéliens aux Palestiniens.

La situation sur le terrain demeure toutefois préoccupante. Les activités de peuplement violent le droit international. Le Japon est profondément préoccupé par le fait qu'en octobre, le Gouvernement israélien a annoncé la publication d'appels d'offres pour des logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et approuvé des projets de construction de nouveaux logements dans les colonies. Dans le même temps, la poursuite des actes de violence en Cisjordanie doit également cesser. Ils mettent en péril les efforts déployés pour instaurer un climat de confiance entre les parties et risquent de provoquer une nouvelle escalade. Le Japon appelle toutes les parties à cesser toute activité susceptible d'entraver les progrès vers la réalisation de la solution des deux États et à consentir de sérieux efforts pour que le dialogue reprenne entre les deux camps. Nous réaffirmons que la solution ne peut être obtenue que par les négociations et la confiance mutuelle, et non par la violence.

Le Japon est déterminé à continuer d'appuyer le peuple palestinien tant que des problèmes humanitaires et socioéconomiques subsisteront en Palestine, notamment à Gaza. Le Japon a accordé une aide sous forme de dons à hauteur de 23 millions de dollars à la Palestine depuis juin et a versé une contribution de 40,8 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) cette année. Nous nous félicitons des nouvelles annonces de contributions faites par d'autres donateurs lors de la conférence internationale sur l'UNRWA en novembre et appelons à redoubler d'efforts, notamment de la part des pays de la région, pour aider l'Office, qui reste en proie à des difficultés financières.

En outre, le Japon a pris la tête de deux initiatives importantes. Premièrement, le Corridor pour la paix et la prospérité est un programme qui vise à définir un modèle commercial pour la coopération régionale en attirant des investissements et en créant des emplois, en coopération avec l'Autorité palestinienne, Israël et la Jordanie. Deuxièmement, la Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine a permis, depuis 2009, de mobiliser les connaissances, l'expérience et les ressources économiques des pays d'Asie de l'Est au profit du développement des institutions et des ressources humaines de la Palestine. En collaboration avec l'Indonésie et la Malaisie, le Japon a

offert des formations aux Palestiniens dans les domaines de l'agriculture, du financement et de l'aide aux petites et moyennes entreprises.

Je voudrais conclure en exprimant la détermination du Japon à ne ménager aucun effort pour parvenir à la solution des deux États.

M. Kvalheim (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège reste ferme dans sa position selon laquelle seule une solution des deux États négociée et fondée sur les paramètres internationalement arrêtés peut aboutir à une paix durable. Nous continuerons de nous appuyer sur ce principe en notre qualité de Président du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens et durant notre mandat au Conseil de sécurité.

La Norvège se félicite vivement de la reprise des contacts au plus haut niveau politique entre l'Autorité palestinienne et le nouveau Gouvernement israélien. Bien que ce dernier ait annoncé qu'il ne reprendrait pas les négociations sur les questions touchant au statut final, il envoie des signaux positifs de changement dans d'autres politiques concernant la question palestinienne. Toutefois, de nouvelles mesures renforcées sont nécessaires pour réduire les tensions sur le terrain, notamment en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, stabiliser le cessez-le-feu instable à Gaza et renforcer l'Autorité palestinienne. Si nous n'y parvenons pas, nous risquons toujours plus de déstabilisation et de violence.

Le mois dernier, la Norvège a organisé la réunion d'automne du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens, qui s'est tenue au niveau ministériel à Oslo. Nous sommes heureux que les deux parties aient proposé lors de cette réunion des mesures constructives pour remédier au déficit financier de longue date de la Palestine. L'Autorité palestinienne a annoncé son intention de mettre en œuvre des réformes financières indispensables, et Israël a présenté des mesures visant à améliorer l'économie palestinienne, à commencer par une reprise rapide des travaux du Comité économique mixte palestino-israélien afin d'actualiser le Protocole de Paris. L'amélioration des relations économiques entre l'Autorité palestinienne et Israël est essentielle. Le fait est qu'il n'y a pas beaucoup d'aide extérieure disponible. La réunion a également appelé à accroître le soutien financier extérieur couplé à des réformes budgétaires palestiniennes. Une reprise économique durable et inclusive, qui améliore les moyens de subsistance de tous les Palestiniens, y compris les femmes, les enfants, les réfugiés et d'autres groupes vulnérables, est impérative.

La Norvège a récemment augmenté sa contribution de base au budget de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et nous encourageons les autres donateurs à augmenter leurs contributions eux aussi. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation des enfants. Toutes les parties prenantes doivent prévenir et faire cesser les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment contre les enfants, et veiller à ce que les enfants soient mieux protégés.

Une Autorité palestinienne forte, qui bénéficie de la confiance de la population et représente toute la Palestine, est essentielle. L'absence d'élections nationales régulières a affaibli la légitimité de l'Autorité palestinienne. Les Palestiniens ont droit à la démocratie, à l'état de droit, à la sécurité et à l'égalité des droits et des chances pour tous.

Nous espérons que le nouveau Gouvernement israélien pourra inverser les tendances négatives que nous avons observées ces dernières années. Nous avons exprimé à plusieurs reprises notre profonde inquiétude face aux nombreux plans annoncés pour étendre les implantations israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Ces activités de peuplement sont illégales au regard du droit international. Elles constituent une entrave importante à une solution des deux États viable, et un obstacle à la reprise des pourparlers. Nous sommes également préoccupés par la multiplication des démolitions de maisons, des expulsions et des violences infligées par les colons aux Palestiniens. Toutes les activités propices à la polarisation et à la violence doivent cesser.

La Norvège se félicite des efforts tendant à simplifier les projets de résolution déposés au titre du point 39 de l'ordre du jour et encourage à les poursuivre. En conclusion, j'invite tous les partisans de la solution des deux États à profiter de l'amélioration du dialogue et de la nouvelle dynamique observée dans la politique régionale pour aider les parties à retrouver le chemin d'un règlement viable et durable. La Norvège se tient prête à appuyer ces efforts.

M. Kadiri (Maroc) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements et ma sincère reconnaissance à l'Ambassadeur Cheikh Niang et aux membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour le rôle important que joue ce comité et les efforts inlassables qu'il déploie en vue de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits justes et légitimes.

Le Royaume du Maroc, dirigé par S. M. le Roi Mohammed VI, préside le Comité d'Al-Qods (Jérusalem) de l'Organisation de la Conférence islamique et accorde une attention particulière à la question de Palestine. Il s'agit d'une question centrale au Moyen-Orient, où la stabilité et la prospérité futures de la région dépendent largement de la possibilité de trouver une solution des deux États juste et durable, fondée sur les frontières du 4 juin 1967 et les résolutions de la légitimité internationale. Le Maroc réaffirme son appui au droit du peuple palestinien frère à établir un État indépendant et viable, vivant côte à côte avec Israël dans la sécurité, la stabilité, la tranquillité et la paix.

Le Royaume du Maroc souligne la nécessité de préserver l'unité et le caractère sacré d'Al-Qods al-Charif, ainsi que son statut juridique, civique et historique de ville de paix. Dans ce contexte, le Roi Mohammed VI a souligné, dans l'Appel de Jérusalem qu'il a signé conjointement avec le pape François lors de la visite du pape au Maroc le 30 mars 2019, l'importance de sauvegarder la Ville sainte en tant qu'élément du patrimoine commun de l'humanité et d'en préserver le statut juridique, historique et démographique particulier, tout en la maintenant ouverte aux fidèles des trois religions monothéistes.

Le Maroc soutient le peuple palestinien car il est indéfectiblement convaincu que sa cause est juste. Nous avons également lancé, par le biais de l'Agence Bayt Mal Al-Qods al-Charif, qui est parrainée et financée à 80 % par le Royaume du Maroc, sous la supervision directe du Roi Mohammed VI, de nombreuses initiatives au profit du peuple palestinien et des résidents d'Al-Qods, ainsi qu'en appui aux institutions palestiniennes. Les services sociaux constituent un secteur essentiel des activités menées par l'Office et, selon le rapport 2020, ont représenté 75 % du total des projets et programmes de cette année-là, soit plus de 1,44 million de dollars.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien est une occasion annuelle de renouveler notre engagement à résoudre la question de la Palestine. Cette année, la Journée internationale a été célébrée (voir A/AC.183/PV.404) dans un contexte très délicat aux niveaux régional et international. Dans le message de solidarité qu'il a adressé pour l'occasion au Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Roi Mohammed VI a appelé à :

« déployer des efforts diplomatiques intensifs et efficaces afin de reprendre les négociations entre les deux parties en vue de trouver une issue favorable à la question palestinienne dans le cadre

de la solution des deux États et, en définitive, de bâtir un avenir prometteur pour les générations palestiniennes et israéliennes à venir ».

Pour conclure, je tiens à souligner que le Maroc continuera de jouer son rôle historique crucial s'agissant de la question palestinienne et entretiendra des contacts avec toutes les parties concernées, ainsi qu'avec les puissances internationales influentes, afin de créer les conditions propices à la relance des négociations, seule manière de parvenir à la sécurité et à la stabilité au Moyen-Orient.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Pour commencer, je tiens à remercier le Président et les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Je remercie également le secrétariat de la Division des droits des Palestiniens et le Département de la communication globale.

Cette année, Israël a commis des violations à Jérusalem-Est occupée dans le cadre de sa politique de judaïsation et d'expansion des colonies. Ces violations ont été suivies d'une escalade militaire qui a fait des centaines de victimes civiles, dont des enfants, dans la bande de Gaza, et a exacerbé la situation humanitaire sur place. La Puissance occupante a continué d'aggraver la situation et de mettre en œuvre des mesures et politiques incompatibles avec les initiatives de paix, le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU visant à parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine.

Les mesures prises par Israël contre les Palestiniens ont eu des conséquences multiples. Le rapport du secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (voir A/76/309), dont est saisie l'Assemblée générale aujourd'hui, détaille les coûts économiques qu'entraînent pour le peuple palestinien l'occupation israélienne et sa politique de bouclage, ainsi que les mesures rigoureuses qu'Israël a adoptées depuis l'an 2000, et en fait ressortir l'impact négatif à long terme, qui perdure depuis 20 ans, sur tous les secteurs économiques, notamment l'augmentation des taux de chômage et de pauvreté. Le rapport souligne qu'il sera impossible d'inverser les coûts cumulés sans mettre fin à l'occupation.

Pour être couronnée de succès, toute initiative visant à trouver une solution juste à la question palestinienne doit être fondée sur le droit international, les résolutions pertinentes de l'ONU, les paramètres convenus, le principe de l'échange de territoires contre la paix et l'Initiative de paix arabe, et doit être négociée par les parties palestinienne et israélienne. Tout règlement doit être fondé sur une solution des deux États

garantissant la création d'un État palestinien indépendant et viable le long des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Il nécessite également la fin de l'occupation israélienne des territoires arabes occupés, y compris ceux du Golan syrien et du Liban. De plus, toutes les activités de peuplement et les tentatives d'annexion des territoires palestiniens doivent cesser immédiatement et totalement. En outre, le peuple palestinien doit voir ses droits inaliénables rétablis et les réfugiés doivent pouvoir rentrer. Nous rappelons par ailleurs qu'il importe de ne pas modifier le statu quo à Al-Qods al-Charif et dans les Lieux saints musulmans et chrétiens, notamment la mosquée Al-Aqsa.

Telle est la position inébranlable du Qatar, qui appuie les efforts sincères visant à régler la question palestinienne et à instaurer la paix au Moyen-Orient. Nous soutenons également les efforts du Secrétaire général et coopérons avec le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient. Nous continuons de fournir un soutien humanitaire au peuple frère de Palestine qui vit dans le Territoire palestinien occupé. Nous avons lancé un programme d'assistance pécuniaire, auquel nous avons contribué à hauteur de 40 millions de dollars, pour aider près de 100 000 familles dans le besoin dans la bande de Gaza, victimes du siège oppressant qui y est imposé. Cette année, S. A. le cheik Tamim Bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, a également alloué 500 millions de dollars à la reconstruction de la bande de Gaza, afin de promouvoir des possibilités d'emploi et d'éducation et l'approvisionnement en électricité, ainsi que la reconstruction et le développement des infrastructures.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient joue un rôle indispensable en assurant l'éducation, les soins de santé et l'alimentation de millions de réfugiés dans le Territoire palestinien occupé et dans les pays d'accueil. À cet égard, le Qatar salue les efforts constants que fournit l'Office pour s'acquitter de ses responsabilités tout en s'employant à améliorer ses performances. Nous continuons de contribuer au budget de l'Office, qui a toujours besoin de soutien.

Pour conclure, nous voulons saisir cette occasion pour réaffirmer la solidarité de l'État du Qatar avec le peuple palestinien, qui continue de lutter pour exercer ses droits légitimes et inaliénables.

Mme Seneduangdeth (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Ma délégation exprime sa sincère gratitude au Secrétaire général

António Guterres pour son rapport (A/76/299) et les efforts constants qu'il fournit pour trouver une solution qui n'a que trop tardé à la question de Palestine. La question de Palestine est inscrite à l'ordre du jour de l'ONU depuis plus de 70 ans. Bon nombre de résolutions ont été adoptées à ce sujet au fil des ans. Pourtant, le rêve et l'aspiration du peuple palestinien à un État indépendant et à la liberté ne se sont pas matérialisés et sa lutte continue. Il est donc grand temps que la communauté internationale assume ses responsabilités et prenne des mesures concrètes pour mettre fin à l'occupation illégale du territoire palestinien et pour ouvrir la voie à une solution pacifique du conflit.

Nous sommes profondément préoccupés par la persistance du conflit et de la violence dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. La poursuite des activités de peuplement illégale et la destruction des biens et des institutions économiques dans le Territoire palestinien occupé ont non seulement aggravé la situation socioéconomique déjà inquiétante du peuple palestinien, mais constituent également des violations du droit international. Nous appelons les parties concernées à faire tous les efforts possibles pour empêcher que la situation déjà précaire ne se détériore davantage, et à prendre des mesures pour créer les conditions propices à une reprise des négociations de paix.

La République démocratique populaire lao soutient toutes les initiatives internationales visant à trouver une solution juste et pacifique au conflit israélo-palestinien, à garantir le respect des droits inaliénables des Palestiniens, y compris le droit à l'autodétermination, et à résoudre la question de Palestine sous tous ses aspects, sur la base du droit international et des résolutions de l'ONU. Par conséquent, nous réaffirmons notre ferme soutien à la mobilisation de nombreux dirigeants du monde sur cette question et nous nous félicitons d'éventuelles nouvelles initiatives multilatérales visant à relancer le processus de paix. À cette fin, nous devons maintenir une participation active au niveau international, pour veiller à ce que les parties concernées respectent leurs engagements et négocient de bonne foi en vue d'instaurer la paix et la sécurité et de préserver les perspectives d'une concrétisation de la solution des deux États dans les meilleurs délais.

La République démocratique populaire lao réaffirme son appui constant à l'indépendance et à la souveraineté de l'État de Palestine ainsi qu'au peuple palestinien dans sa quête légitime de dignité, de justice et du droit inaliénable à l'autodétermination, dans un

État de Palestine indépendant et viable, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec l'État d'Israël, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues.

Enfin, nous saluons les efforts que continuent de déployer l'ONU et ses organismes compétents, en particulier l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour aider les Palestiniens dans le besoin tout au long de l'année, malgré les difficultés que continue de poser la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans toutes les régions du monde, y compris dans le territoire palestinien. Je souhaite au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien tout le succès possible dans sa noble tâche.

M. Alfassam (Koweït) (*parle en arabe*) : L'État du Koweït attache une grande importance à ce point de l'ordre du jour, dont nous discutons chaque année dans cette salle. Le débat de cette année coïncide avec la célébration à l'Organisation des Nations Unies de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404). À cet égard, je tiens à réaffirmer la position constante de mon pays, fondée sur les principes, en faveur du peuple palestinien, en vue de mettre fin à ses souffrances et de lui permettre d'exercer tous ses droits légitimes.

Il est regrettable que nous achevions cette année exactement comme nous l'avons commencée. Israël, Puissance occupante, continue de bafouer les résolutions internationales et de délivrer de nouveaux permis pour construire des milliers de logements dans les colonies de peuplement illégales de Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Le Secrétaire général a dénoncé ces permis et ces activités, qui ont été condamnés par l'ensemble de la communauté internationale. Ils compromettent la solution des deux États et constituent une violation flagrante de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, du droit international, des droits de l'homme et de la quatrième Convention de Genève. Le Koweït s'associe à la communauté internationale pour condamner ces projets et réaffirme l'importance de veiller à ce que les pratiques israéliennes illégales prennent fin et qu'Israël applique toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Les violations commises par Israël ne se limitent pas à l'expansion des colonies de peuplement. Alors que la communauté internationale est aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), Israël, Puissance occupante, poursuit ses politiques agressives et implacables contre le peuple palestinien. Il a permis

aux colons d'attaquer des civils palestiniens non armés, notamment des personnes âgées, des femmes et des enfants. Les colons ont détruit des biens et des maisons appartenant à des Palestiniens et les ont saisis. Il y a quelques jours, le Président de la Puissance occupante a pénétré de force dans la mosquée d'Ibrahim dans la ville d'Hébron/Al-Khalil, ce qui illustre une fois de plus les provocations d'Israël. Le Koweït condamne et désapprouve fermement l'incursion du Président israélien, qui visait à heurter les sentiments des musulmans et qui va à l'encontre des résolutions de la légitimité internationale. Il s'agit d'une tentative d'imposer le judaïsme dans la mosquée d'Ibrahim et d'en prendre le contrôle, dans le prolongement des agressions commises par l'occupation israélienne contre les droits et les lieux saints du peuple palestinien. De telles pratiques exigent plus que jamais d'activer les mécanismes internationaux, politiques et juridiques disponibles afin qu'Israël soit amené à rendre des comptes pour ses violations continues. Les droits des Palestiniens sont protégés par le droit international. Il faut mettre fin aux arrestations arbitraires, aux démolitions de maisons et de biens appartenant à des Palestiniens, aux confiscations et aux déplacements forcés de civils. Une action urgente s'impose pour protéger les lieux saints, contraindre la Puissance occupante israélienne à mettre fin à ses violations flagrantes, préserver le caractère sacré des lieux saints et protéger le peuple palestinien.

Pour terminer, le Koweït réaffirme qu'il défend les droits du peuple palestinien, qu'il salue pour sa résilience et sa lutte constante. Nous soulignons l'importance d'œuvrer à la reprise des négociations selon un calendrier strict afin de parvenir à une paix juste et globale pouvant aboutir à la solution des deux États, fondée sur les critères du processus de paix au Moyen-Orient, les résolutions de la légitimité internationale et l'Initiative de paix arabe, qui mettra fin à l'occupation israélienne et créera un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, dans les frontières d'avant 1967. Dans le même temps, nous soulignons le rôle historique de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui fournit une assistance de base à des millions de réfugiés palestiniens, et nous rappelons qu'il faut continuer de l'appuyer. Mus par notre appui inébranlable à la cause palestinienne, nous avons fait don de 21,5 millions de dollars, par l'intermédiaire du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, pour garantir que l'UNRWA puisse continuer d'offrir, partout où il est actif, ses services vitaux aux réfugiés palestiniens dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer la gratitude des Émirats arabes unis pour les efforts entrepris par l'ONU, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens pour appuyer le peuple palestinien, notre frère. Depuis leur création, les Émirats arabes unis mettent tout en œuvre pour épauler le peuple palestinien, ce qui s'est manifesté à la fois par notre fourniture d'aide humanitaire et d'aide au développement et par notre position au fil des ans, en vertu de laquelle mon pays soutient la cause palestinienne et contribue à préserver les perspectives de paix.

Alors que nous célébrerons demain le cinquantième anniversaire de la création de notre pays, nous réaffirmons que nous maintiendrons notre position inébranlable en faveur des efforts visant à créer un État palestinien indépendant et souverain le long des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, au mandat de la Conférence de Madrid et à l'Initiative de paix arabe.

Les événements qui se sont déroulés cette année dans les territoires palestiniens occupés ont démontré la fragilité de la situation sur le terrain et le risque d'émergence de conflits susceptibles de mettre en péril la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient, qui est déjà confronté à de multiples difficultés et crises qui ont épuisé ses peuples et gaspillé ses ressources. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance de poursuivre les efforts pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient et relancer les négociations directes entre les deux parties afin de parvenir à une solution juste, durable et globale de la question de Palestine, qui favorisera la paix dans toute la région. Dans ce contexte, nous soulignons que les moyens pacifiques, notamment la diplomatie et le dialogue, sont la meilleure manière de régler les différends et d'apaiser les tensions afin d'instaurer la paix et la sécurité et de renforcer à long terme la coexistence pacifique entre les peuples. Pour que ces efforts soient couronnés de succès, il est essentiel de créer des conditions propices à la paix en mettant fin à toute pratique illégale dans les territoires palestiniens occupés, notamment la construction et l'expansion des colonies, le déplacement forcé de Palestiniens et la confiscation ou la démolition de biens palestiniens. À cet égard, nous soulignons l'importance de préserver le statu quo à Jérusalem, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, car la ville revêt une importance historique et religieuse pour les trois religions abrahamiques. Nous soulignons aussi la nécessité de respecter la tutelle du Royaume hachémite de Jordanie sur les Lieux saints de Jérusalem et de préserver leur statut juridique et historique actuel.

Les Émirats arabes unis sont vivement préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire, économique et sanitaire dans les territoires palestiniens occupés, qui a été exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous soulignons l'importance de soutenir les secteurs essentiels en Palestine, notamment les soins de santé et l'éducation. Il est également important de créer des emplois pour les jeunes, qui souffrent d'un taux de chômage élevé.

Pour sa part, mon pays demeure déterminé à aider le peuple palestinien. Nous avons versé plus de 890 millions de dollars entre 2013 et cette année pour financer des secteurs vitaux et soutenir les travaux de développement dans les territoires palestiniens occupés, ainsi que l'action de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Mon pays a également envoyé 340 000 doses de vaccin et plus de 37 tonnes de matériel médical d'urgence à des milliers de familles palestiniennes dans la bande de Gaza pour les aider à faire face à la pandémie. Nous avons renforcé les capacités des hôpitaux en leur fournissant 30 ambulances, et nous achevons actuellement les travaux de construction d'un hôpital de campagne qui porte le nom du cheik Mohammed Bin Zayed Al Nahyan et permettra d'accueillir 200 patients atteints de la COVID-19. Nous avons également envoyé 1 768 tonnes de nourriture, aidant ainsi 40 000 familles de la bande de Gaza affectées par la situation humanitaire résultant de la pandémie.

En conclusion, nous continuerons de travailler efficacement avec nos partenaires régionaux et internationaux en vue d'instaurer la paix et la sécurité internationales dans notre région et dans le monde. Nous espérons que de nouvelles perspectives de paix et de réconciliation se dessineront grâce à l'établissement de nouvelles relations dans la région. Nous espérons par-dessus tout que la signature des Accords d'Abraham permettra d'instaurer la paix et la sécurité pour tous les peuples de la région et que ces derniers connaîtront la prospérité et la croissance économique afin que nos jeunes puissent entamer un nouveau chapitre porteur d'espoir et de perspectives d'un avenir meilleur et plus sûr.

M. Romero Puentes (Cuba) (*parle en espagnol*) : Ma délégation a l'honneur de prendre la parole au sujet des points 38 et 39 de l'ordre du jour, qui portent respectivement sur la situation au Moyen-Orient et la question de Palestine. Nous saisissons cette occasion pour saluer le travail accompli ces deux dernières années par l'Ambassadeur Cheikh Niang, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sévissait

dans le monde. En dépit des contraintes que la pandémie a fait peser sur ses travaux, le Comité a su s'adapter à la nouvelle réalité afin de remplir le mandat que lui ont confié les États Membres.

Malgré l'impérieuse nécessité de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable adoptés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Israël poursuit son occupation du territoire palestinien, sa politique d'annexion, la multiplication des activités de colonisation illégale, notamment la construction et l'expansion des colonies dans le Territoire palestinien occupé, les démolitions punitives, la saisie des ressources des institutions palestiniennes, le déplacement forcé de centaines de civils, le harcèlement de la société civile et le blocus de la bande de Gaza, ce qui aggrave la situation d'urgence du système de santé publique, ainsi que la situation socioéconomique et humanitaire de la Palestine, en particulier à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza, entravant par là même la possibilité de contrer la propagation de la COVID-19.

Il y a un peu plus d'un mois, nous avons observé le soixante-quatorzième anniversaire de la partition de la Palestine, en 1947, et le cinquante-quatrième anniversaire de l'occupation militaire illégale par Israël du territoire palestinien et d'autres territoires arabes. Bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé, la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient figurent toujours à l'ordre du jour de l'ONU.

Il est alarmant de constater que le Conseil de sécurité reste silencieux face à cette grave menace pour la paix et la sécurité internationales. L'obstruction et le silence prolongé des États-Unis, qui sont complices de l'agression et de l'occupation israéliennes, jettent le discrédit sur le Conseil. Nous renouvelons notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il s'acquitte de la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies et qu'il exige qu'Israël mette immédiatement fin à son occupation des territoires palestiniens, ainsi qu'à ses politiques agressives et à ses pratiques colonisatrices, conformément aux résolutions sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, en particulier la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité.

La communauté internationale ne peut rester passive face à la violence croissante et à l'usage aveugle et disproportionné de la force contre les civils palestiniens, en violation flagrante de la Charte et du droit international humanitaire. Nous affirmons notre plein soutien à un règlement global, juste et durable du conflit israélo-palestinien, sur la base de la création de deux

États, qui permette au peuple palestinien d'exercer ses droits à l'autodétermination et à un État indépendant et souverain à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et qui garantisse le droit au retour des réfugiés.

Cette revendication de longue date, renouvelée pendant le débat général de l'Assemblée générale à la présente session par les hauts représentants d'une large majorité de la communauté internationale, doit être satisfaite dans les plus brefs délais. Nous assurons le peuple et le Gouvernement palestiniens de notre solidarité inébranlable et appuyons l'accession de la Palestine au statut d'État Membre à part entière de l'ONU, ainsi que l'appel de son président à la tenue d'une conférence internationale de la paix. Une fois de plus, nous rejetons la décision unilatérale du Gouvernement des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y établir sa représentation diplomatique, sans tenir compte de son statut historique.

Cuba réitère sa condamnation la plus énergique de la décision du Gouvernement des États-Unis de reconnaître le Golan syrien occupé comme territoire israélien, ce qui constitue une violation grave et flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 497 (1981). Cette manœuvre de Washington, qui porte atteinte aux intérêts légitimes du peuple syrien et des nations arabes et islamiques, a de graves conséquences sur la stabilité et la sécurité du Moyen-Orient et exacerbe davantage les tensions dans cette région instable. Nous continuerons d'appuyer la demande formulée par le Gouvernement de la République arabe syrienne concernant la restitution du plateau du Golan et appelons une fois de plus au retrait total et inconditionnel d'Israël du Golan syrien et de tous les territoires arabes occupés.

Le 29 novembre, il y a tout juste 48 heures, nous avons célébré la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404). Pour le bien du peuple palestinien, faisons en sorte, par des actions et non des mots, que l'Organisation des Nations Unies reste pertinente. Appuyons sans attendre les initiatives permettant un processus de négociation politique garantissant les droits inaliénables du peuple palestinien et l'instauration d'une paix juste et durable pour tous les peuples de la région.

M^{me} Squeff (Argentine) (*parle en espagnol*) : L'Argentine souhaite intervenir sur les points 38 et 39 de l'ordre du jour, relatifs à la situation au Moyen-Orient et à la question de Palestine, respectivement.

Mon pays reste persuadé que la seule solution au conflit israélo-palestinien réside dans des négociations entre les deux parties en vue de parvenir à un accord sur les questions relatives au statut final énoncées dans les Accords d'Oslo, à savoir Jérusalem, les réfugiés, les colonies de peuplement, les frontières et les mesures de sécurité. Nous sommes favorables à un règlement pacifique, définitif et global de la question palestinienne fondé sur la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, de ce qui sera convenu d'un commun accord entre les parties dans le cadre du processus de négociation et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

L'Argentine réaffirme son appui au droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant et viable reconnu par tous les pays, ainsi qu'au droit de l'État d'Israël de vivre en paix avec ses voisins, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Nous nous déclarons une fois de plus préoccupés par l'augmentation persistante et continue du nombre de colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés et exhortons Israël à cesser cette expansion. Comme l'Assemblée générale l'a réaffirmé à plusieurs reprises, les colonies violent le droit international, constituent un obstacle à la paix et affaiblissent les perspectives d'une solution des deux États où les deux pays vivraient en paix et en sécurité, perpétuant ainsi un statu quo insoutenable. Le Conseil de sécurité a reconnu la gravité de la situation dans sa résolution 2334 (2016), à laquelle nous souscrivons pleinement.

L'Argentine condamne par ailleurs les tirs aveugles de roquettes depuis Gaza contre des civils en Israël, ainsi que les actions violentes du Hamas et d'autres groupes armés. Les dirigeants palestiniens doivent répondre de bonne foi aux préoccupations de sécurité israéliennes. Dans ce contexte, nous reconnaissons le droit d'Israël à la légitime défense mais nous insistons aussi sur le fait qu'il importe que ses actions soient conformes à ses obligations découlant du droit international humanitaire, et notamment aux principes de distinction et de proportionnalité.

En ce qui concerne la situation à Jérusalem-Est, l'Argentine réaffirme le statut particulier de Jérusalem, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité. Nous rejetons donc toute tentative unilatérale de modifier ce statut, notamment en ce qui concerne la vieille ville, qui revêt une importance particulière pour les trois grandes religions monothéistes. Mon pays est

d'avis que la Ville sainte doit être un lieu de rassemblement et de paix et que les juifs, les musulmans et les chrétiens doivent se voir garantir un libre accès aux Lieux saints. Toute tentative visant à nier ou à relativiser les liens historiques et la profonde signification de ces lieux pour ces trois religions est totalement inacceptable et ne contribue nullement à atteindre l'objectif de trouver une solution au conflit, car elle renforce les préjugés et la défiance entre les parties. L'Argentine estime que le statut final de Jérusalem, entre autres, doit être défini par les parties dans le cadre de négociations bilatérales.

Mon pays s'est exprimé à plusieurs reprises durant la flambée de violence en mai, dans le but précis d'obtenir la cessation immédiate des hostilités et l'instauration d'un cessez-le-feu pour mettre fin aux attaques contre les civils, qui ont fait des dizaines de victimes, parmi lesquelles des enfants innocents. Grâce aux efforts déployés par la communauté internationale, une trêve a été conclue après 11 jours de violence.

Au vu des difficultés financières rencontrées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'Argentine tient à réaffirmer son plein appui à l'action de l'Office, qui contribue à prévenir une nouvelle dégradation de la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé. Nous affirmons également qu'il est nécessaire que la communauté internationale trouve des solutions appropriées pour que l'UNRWA dispose des fonds suffisants pour pouvoir poursuivre ses services sans interruption.

En ce qui concerne le Golan syrien, l'Argentine maintient sa position fondée sur les principes concernant l'illégalité de l'acquisition de territoires par la force et le respect de l'intégrité territoriale des États. Nous croyons fermement au principe du règlement pacifique des différends et estimons donc qu'il importe de rechercher une solution négociée au conflit entre la Syrie et Israël afin que cesse dès que possible l'occupation du plateau du Golan syrien, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et au principe de l'échange de territoires contre la paix.

Enfin, l'Argentine encourage une fois de plus les Palestiniens et les Israéliens à agir de bonne foi et à reprendre les pourparlers de paix, avec souplesse et conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, afin de parvenir à un accord sur les questions en suspens relatives au statut final de la Palestine sous tous ses aspects.

M. Cherif (Tunisie) (*parle en arabe*) : Malgré le large appui international à la juste cause palestinienne et aux appels du peuple palestinien à mettre fin à l'occupation israélienne de ses territoires et au rétablissement de ses droits légitimes, au premier rang desquels son droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant et souverain, la Puissance occupante continue depuis des décennies de défier la volonté internationale et de violer le droit international sans que les responsables n'aient à rendre de comptes.

Les rapports soumis à l'Assemblée générale reflètent l'ampleur des souffrances des citoyens palestiniens. Ils décrivent également les pratiques discriminatoires et la répression et les agressions systématiques dont ils sont victimes, notamment de la part des colons. Ils passent en revue l'ampleur des violations du droit international commises par Israël, notamment par ses plans de colonisation, la confiscation de terres, la démolition de logements palestiniens, les déplacements forcés et les violations des droits les plus fondamentaux des Palestiniens, ainsi que les tentatives visant à modifier le caractère juridique et démographique de Jérusalem. La situation actuelle dans les territoires occupés est totalement intenable et menace de se détériorer davantage.

Le 29 novembre dernier, la Tunisie a célébré, aux côtés des membres de la communauté internationale, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404). À cette occasion, le Président de la Tunisie, Kaïs Saïed, a fait une déclaration de solidarité avec le peuple palestinien frère devant la communauté des nations, que je vais citer.

« La Tunisie affirme son soutien indéfectible à la juste cause palestinienne et sera toujours aux côtés du peuple frère palestinien pour défendre ses droits légitimes et imprescriptibles, et avant tout son droit à la création d'un État indépendant sur ses terres selon les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous appelons la communauté internationale à assumer pleinement sa responsabilité et à contraindre la Puissance occupante à respecter les résolutions des organes de l'ONU et la légitimité internationale afin de mettre fin à l'occupation.

La Tunisie réaffirme son rejet catégorique de la politique de colonisation menée par Israël dans tous ses aspects, que ce soit par la construction de nouvelles unités de logements, l'expansion des colonies, l'expropriation de terres ou la démolition de maisons dans les territoires palestiniens occupés, qui sont autant d'agissements qui violent

de manière flagrante le droit international et le droit international humanitaire. Nous appelons la communauté internationale à intervenir d'urgence et à amener la Puissance occupante à mettre fin à sa politique de colonisation, comme le prévoient les résolutions internationales pertinentes, dont la dernière en date est la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, qui interdit tout changement sur le terrain et appuie les efforts en faveur de l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

La dernière agression des autorités d'occupation contre les territoires palestiniens occupés, durant le mois sacré du ramadan, confirme la nécessité d'accélérer le lancement de négociations sérieuses et crédibles selon un calendrier précis afin d'établir une paix juste, globale et durable qui permette au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes et de vivre dans la liberté et la dignité au sein de son État indépendant et pleinement souverain. Dans ce contexte, la Tunisie appuie une fois de plus l'initiative d'organiser une conférence internationale à part entière, avec la participation de toutes les parties concernées, pour entamer un processus de paix authentique fondé sur le droit international, les résolutions pertinentes de l'ONU, les mandats convenus et l'Initiative de paix arabe.

La Tunisie est convaincue du rôle central que joue l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient pour soulager les souffrances des réfugiés et soutenir la stabilité dans la région, et se félicite de l'engagement collectif de l'Office et des pays hôtes et des donateurs internationaux à cet égard. Leur financement permet à l'Office de continuer de fournir des services vitaux au profit des réfugiés palestiniens. À ce titre, nous nous félicitons de la reprise du financement de l'office par les États-Unis. »

Pour conclure, ma délégation salue les efforts déployés par l'ONU et la communauté internationale pour soutenir la juste cause palestinienne et réaffirme son soutien au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et au rôle qu'il joue dans la mobilisation des efforts internationaux en vue de parvenir à une solution juste, durable et globale de la question palestinienne et de mettre fin à la souffrance du peuple palestinien. Nous affirmons une fois de plus que la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient ne peuvent être obtenues qu'au moyen d'une solution juste et durable au conflit israélo-arabe dans toutes ses dimensions.

M. Koba (Indonésie) : Je voudrais remercier le Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'avoir présenté le rapport annuel du Comité (A/76/35) et le projet de résolution A/76/L.14.

L'Indonésie estime que le point de l'ordre du jour relatif à la question de Palestine et le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui sont importants pour parvenir à une solution juste et durable de la question palestinienne. L'Indonésie a régulièrement fait part de ses préoccupations face à la situation dans le Territoire palestinien occupé, qui continue de se détériorer et entraîne des souffrances tragiques pour le peuple palestinien. Les violations répétées commises par la Puissance occupante, notamment l'occupation illégale, l'expansion des colonies, l'oppression, la violence et les déplacements forcés, continuent d'être des réalités quotidiennes pour les Palestiniens. Ces actes illégaux ne doivent pas seulement être condamnés le plus fermement possible, ils appellent aussi une action concrète et énergique de la communauté internationale, comme le résume fort bien le rapport. De tels actes menacent la perspective de la solution des deux États et, à cet égard, je voudrais insister sur trois points.

Premièrement, nous devons continuer de rechercher un règlement juste et durable. Nous devons rester mobilisés et unis contre toutes les actions illégales d'Israël, pour mettre fin à l'occupation en Palestine et tenir Israël responsable de ses violations répétées des droits de l'homme contre le peuple palestinien. L'Indonésie réaffirme son soutien sans réserve au règlement juste, global et inclusif du conflit israélo-palestinien par la solution des deux États, fondée sur les résolutions des organes de l'ONU et les paramètres convenus au niveau international, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine. À cette fin, la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité et le Quatuor pour le Moyen-Orient, doivent veiller à la relance du processus de négociation.

Deuxièmement, nous demandons à Israël de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et de cesser ses violations des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé. Les violations continues d'Israël provoquent une insécurité extrême et des pertes de vies humaines, et compromettent les perspectives d'une paix juste. Le fait qu'il ne soit demandé aucun compte à la Puissance occupante pour ces violations alimente une culture de l'impunité et cela doit cesser. Par conséquent, nous saluons la décision du Conseil des droits de l'homme de créer

une commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations du droit international depuis le 1^{er} avril.

Troisièmement, l'aide humanitaire apportée à la Palestine est vitale. L'occupation actuelle, associée à la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans le Territoire palestinien occupé, a fait que les conditions de vie des Palestiniens se sont encore détériorées. Face à ce défi sans précédent, nous demandons instamment à la communauté internationale d'apporter l'aide humanitaire et le soutien indispensables à la reconstruction et au relèvement. Nous tenons à féliciter l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit une aide humanitaire et d'urgence essentielle aux réfugiés palestiniens. Nous pensons qu'il est crucial que la communauté internationale s'engage à nouveau à garantir un financement suffisant, durable et prévisible à l'Office afin de permettre à ce dernier de s'acquitter efficacement de son mandat. Nous appelons également Israël à lever complètement le blocus qu'il impose à Gaza.

Enfin, l'Indonésie souhaite réaffirmer son soutien indéfectible au peuple palestinien dans la lutte qu'il mène pour réaliser son droit légitime d'édifier un État de Palestine souverain et indépendant.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette séance sur la question de Palestine. Pour commencer, ma délégation tient à saluer le travail accompli par l'Ambassadeur Cheikh Niang, du Sénégal, et les autres membres du Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, pour préparer et présenter le rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale (A/76/35). Nous remercions également le Secrétaire général, António Guterres, de son rapport intitulé « Règlement pacifique de la question de Palestine » (A/76/299) et de sa note intitulée « Les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : pauvreté en Cisjordanie entre 2000 et 2019 » (A/76/309).

La question de Palestine semble connaître une régression, ce qui est tout à fait regrettable. En mai de cette année, il y a eu une escalade de la violence dans les territoires palestiniens occupés et en Israël. Les élections qui auraient permis au peuple palestinien d'exercer son droit démocratique de choisir un gouvernement ont été reportées. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'a rien arrangé, en particulier pour les femmes et les filles palestiniennes. Le Guyana reste profondément préoccupé par ce conflit qui dure

depuis des décennies et qui porte atteinte aux droits du peuple palestinien de la manière la plus inhumaine qui soit. Le Guyana réaffirme qu'il reconnaît la Palestine comme un État libre, indépendant et souverain, sur la base de ses frontières d'avant 1967, et confirme à nouveau sa solidarité avec le peuple palestinien et avec sa volonté de vivre dans la dignité dans sa propre patrie. Nous appelons une nouvelle fois à un dialogue constructif entre les autorités israéliennes et palestiniennes pour promouvoir le processus de paix afin que leurs peuples puissent coexister pacifiquement.

Nous devons rendre hommage aux organismes qui appuient la cause palestinienne. À cet égard, le Guyana salue l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui vient en aide à 5,7 millions de réfugiés palestiniens. Ma délégation salue également l'action du Département de la communication globale, qui a grandement contribué à la mise en œuvre d'un programme d'information spécial sur la question de Palestine.

Le Guyana, qui est membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien depuis 1975 et qui a été un des premiers pays des Caraïbes à appuyer ses travaux, souscrit au consensus international sur la solution des deux États à la question de Palestine et s'engage à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Comité (A/76/35).

Pour terminer, nous sommes fermement convaincus que le peuple palestinien ait en droit de pouvoir exercer ses droits à l'autodétermination et à l'indépendance et la souveraineté nationales. Nous exhortons en outre les États Membres à contribuer au règlement du conflit israélo-palestinien en s'acquittant des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, des résolutions de l'ONU et des accords internationaux relatifs à la question de Palestine.

M. Sithole (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette séance plénière sur le point 39 de l'ordre du jour, intitulé « Question de Palestine ». Nous remercions également le Secrétaire général de son rapport (A/76/299). L'Afrique du Sud se félicite d'appuyer le projet de résolution à l'examen (A/76/L.14), et nous appelons tout un chacun à soutenir ces importants projets de résolution. Nous lançons cet appel parce que nous sommes convaincus de l'importance de respecter pleinement la lettre et l'esprit du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, relatif au règlement pacifique des différends qui menacent le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Cette année marque le cinquante-quatrième anniversaire de l'occupation illégale par Israël, en 1967, des territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est, et d'autres territoires arabes. C'est également le soixante-quatorzième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale du mandat de partage exposé dans la résolution 181 (II). Et en mai de cette année, nous avons marqué le soixante-treizième anniversaire de la Nakba, qui a tragiquement frappé le peuple palestinien en 1948. Compte tenu de ces occasions solennelles, il est regrettable que la communauté internationale ait fait si peu pour régler le conflit israélo-palestinien. Lorsque nous nous sommes réunis dans cette salle lundi dernier, le 29 novembre, pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir A/AC.183/PV.404), l'Afrique du Sud s'est associée à d'autres nations éprises de paix pour renouveler notre engagement commun en faveur d'un règlement pacifique, juste et durable de la question de Palestine.

À l'occasion de ce débat en plénière, nous tenons à souligner que l'Afrique du Sud réaffirme son attachement sans réserve aux efforts visant à relancer un processus politique qui aboutisse à la création d'un État palestinien viable vivant côte à côte et en paix avec Israël au sein de frontières internationalement reconnues, sur la base de celles existant le 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et conformément à toutes les résolutions pertinentes de l'ONU, au droit international et aux paramètres convenus au niveau international. L'Afrique du Sud réaffirme qu'aucun plan de paix ne doit permettre que l'État palestinien devienne une entité dépourvue de souveraineté, de continuité territoriale ou de viabilité économique. À cet égard, toute solution doit être basée sur un règlement juste, avec des lois justes et fondées sur des droits, qui facilite l'égalité et l'équité pour toutes celles et tous ceux qui ont le droit de vivre dans les territoires d'Israël et de Palestine. Cela inclut l'égalité souveraine entre les États.

La désignation récente par Israël de six organisations de la société civile palestiniennes comme organisations terroristes est injustifiée. À cet égard, nous appelons le Gouvernement israélien à cesser de perturber systématiquement les services essentiels fournis par ces organisations et à les retirer de la liste des organisations terroristes. L'Afrique du Sud appelle Israël à accorder aux organisations de défense des droits humains l'accès nécessaire aux prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes et les centres d'interrogatoire où ils sont détenus. Par ailleurs, la communauté internationale doit intensifier son appel à l'action au

niveau international, l'ONU jouant un rôle de premier plan, en vue d'éliminer les actes de discrimination et les violations des droits fondamentaux que les Palestiniens subissent quotidiennement en vertu des lois israéliennes injustes.

L'Afrique du Sud reste préoccupée par la récente déclaration du Gouvernement israélien concernant son intention de poursuivre ses projets d'annexion et l'expansion des colonies de peuplement illégales, qui sont contraires au droit international, en particulier la quatrième Convention de Genève de 1949. L'impunité persistante en ce qui concerne les pratiques illégales et les violations du droit international et des résolutions de l'ONU constitue un obstacle fondamental à la reprise des négociations ainsi qu'une grave menace pour l'existence même d'un futur État palestinien, et représente également une menace pour la sûreté et la sécurité d'Israël et de la région. L'Afrique du Sud appelle à la mise en œuvre effective et immédiate de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, qui réaffirme que les colonies de peuplement illégales d'Israël n'ont aucun fondement en droit.

L'Afrique du Sud salue les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui contribue grandement à rendre sa dignité au peuple palestinien en améliorant ses conditions de vie grâce à la fourniture de secours d'urgence, de services sociaux et de santé ainsi que de logements décents et d'un accès

à l'éducation. Les activités menées par l'Office pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) doivent être saluées, car elles ont permis de ne pas aggraver la situation humanitaire déjà catastrophique dans les territoires palestiniens occupés.

La situation entre la Palestine et Israël s'inscrit dans une dynamique régionale plus large en raison des effets négatifs qu'elle entraîne pour la paix, le développement économique, le progrès sociopolitique et la sécurité dans tout le Moyen-Orient. La paix en Israël et en Palestine est donc indissociablement liée à la paix dans la région.

Enfin, l'Afrique du Sud estime que la seule façon d'instaurer une paix durable au Moyen-Orient est de concrétiser la solution des deux États pour la Palestine et Israël, avec un État de Palestine indépendant et internationalement reconnu, sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres et vivant côte à côte et en paix avec Israël et ses autres voisins, telle qu'approuvée par la Feuille de route du Quatuor, les principes de Madrid, l'Initiative de paix arabe et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la présente séance. Nous poursuivrons le débat cet après-midi, à 15 heures, dans cette salle.

La séance est levée à 13 h 10.